



**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 17 AVRIL 2024
GEMEENTERAAD VAN 17 APRIL 2024**

**NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA**

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

17.04.2024/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

17.04.2024/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27 mars 2024; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 27 mars 2024, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 27 mars 2024; goedkeuring.

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 27 mars 2024. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

17.04.2024/A/0003 **Règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public ; modification**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu la Loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines, notamment ses articles 8 à 10, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation d'activités ambulantes, notamment ses articles 23 à 44, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté ministériel 21 novembre 2014 portant délégation, aux fonctionnaires généraux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, de compétence et de signature relative aux normes concernant l'accès à la profession, particulièrement en son article 2 point 1°;

Vu l'ordonnance du 14 décembre 2023 simplifiant les règles en matière d'accès à la profession ;

Vu l'Arrêté royal du 08 septembre 2019 établissant le Livre 1 sur les installations électriques à basse tension et à très basse tension, le Livre 2 sur les installations électriques à haute tension et le Livre 3 sur les installations pour le transport et la distribution de l'énergie électrique ;

Vu l'Arrêté royal du 13 juillet 2014 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires et ses

modifications ultérieures ;

Vu l'Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er décembre 2016 relatif à la gestion des déchets, et ses modifications ultérieures;

Vu l'Arrêté ministériel du 14 septembre 2017 précisant les types de sacs plastiques dérogeant à l'interdiction d'utilisation des sacs plastiques à usage unique visé à l'article 4.6.2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er décembre 2016 relatif à la gestion des déchets ;

Vu le Règlement général de police commun aux 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale approuvé par le Conseil communal en sa séance du 9 septembre 2020 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 8 §1 de la loi du 25 juin 1993, l'organisation d'activités ambulantes sur les marchés publics est déterminée par un règlement communal ;

Considérant qu'en vertu de l'article 9 §1 de la loi du 25 juin 1993, l'organisation des activités ambulantes sur le domaine public, en dehors des marchés, est déterminée par un règlement communal;

Considérant que la Commune doit tenir le registre des demandes, attribuer les emplacements par abonnements et procéder à toute mesure de suspension ou de retrait de l'autorisation ;

Considérant la problématique liée aux déchets générés par les marchés ;

Considérant la nouvelle réforme concernant les activités ambulantes et l'accès à la profession ;

Considérant que le quartier « Brabant-Nord-Saint Lazare » fait l'objet d'un Contrat de Rénovation urbaine (CRU) approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 23 novembre 2017 ;

Considérant que ce CRU prévoit notamment la mise en place d'un marché hebdomadaire sur les Esplanades-Saint Lazare ;

Considérant qu'une convention de projet a été signée par la Collège, en date du 19 novembre 2022, avec Hub.Brussels afin de mettre en œuvre ce projet ;

Considérant que la Commune avait concrétisé ce projet en adoptant une délibération du Conseil du 27 septembre 2023 qui prévoyait que le nouveau marché du Quartier Nord devait se tenir tous les samedis;

Considérant que ce projet de nouveau marché avait été mis en attente durant la période hivernale, notamment en raison d'une action judiciaire portée devant le Tribunal de première instance par l'ASBL Association des Commerçants de la Rue de Brabant (ACRB);

Considérant que le jour du marché avait été modifié au mardi par délibération du Conseil Communal du 15 novembre 2023, sans toutefois qu'il ne se tienne en raison de l'absence d'exposants disponibles ;

Considérant toutefois que la première édition du nouveau marché du Quartier Nord du samedi s'était tenue le samedi 18 novembre 2023 ;

Considérant que la Commune y avait mandaté l'huissier Mormal afin de constater l'incidence de ce marché sur la mobilité et sur l'activité des commerçants membres de l'ACRB, parties à l'action judiciaire susmentionnée ;

Considérant que le procès-verbal de constat du 18 novembre 2023 atteste de ce que cette incidence est minime : la rue de Brabant reste librement accessible, à l'exception de l'accès via la Place Rogier, les exposants vendent principalement des produits qui diffèrent de ceux vendus par les commerçants concernés et ces derniers étaient tous ouverts le 18 novembre 2023 ;

Considérant que la première édition du marché du Quartier Nord fut un franc succès ;

Considérant qu'en atteste la pétition signée par 600 habitants en faveur du nouveau marché dans le Quartier Nord le samedi ;

Considérant encore le procès-verbal du 29 novembre 2023 de la réunion entre la Commune et les marchands ambulants manifestant une volonté accrue de ces derniers à l'organisation d'un marché dans le quartier Nord le samedi ;
Considérant que la modification du règlement vise à intégrer la réforme et modifier le jour du marché du Quartier Nord en le fixant le samedi ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative et ses modifications ultérieures ;
Vu la circulaire du 8 septembre 2016 relative à la réforme de la tutelle administrative;
Vu le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public du 17 décembre 2007 et ses modifications ultérieures ;
Considérant la transmission du projet en date du 27 mars 2024 à la Ministre en charge de la Transition économique et de la Recherche scientifique Madame Barbara Trachte ;
Considérant qu'un avis a été émis par la Ministre précitée en date du 3 avril 2024 et que ces remarques ont été intégrées dans le règlement ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
Décide :
De modifier le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public de la manière suivante :

CHAPITRE 1. ORGANISATION D'ACTIVITES AMBULANTES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

Article 1er – Définitions

Marché :

Un « marché » est une manifestation créée ou préalablement autorisée par la Commune, rassemblant, sur l'espace public, en des lieux et en des temps déterminés des personnes qui y vendent des produits et des services.

Marchand :

1. Est considéré comme « marchand fixe », l'entreprise exerçant une activité ambulante titulaire d'un emplacement fixe qui lui est accordé pour une durée indéterminée.
2. Est considéré comme « marchand occasionnel », l'entreprise exerçant une activité ambulante qui fréquente les marchés de manière occasionnelle et à qui est octroyé un emplacement au jour le jour en fonction des disponibilités du marché.
3. Est considéré comme « marchand démonstrateur », l'entreprise exerçant une activité ambulante dont l'activité consiste exclusivement dans la mise en vente de l'un ou l'autre produit dont elle vante la qualité et explique le maniement au moyen d'argument et/ou démonstrations visant à mieux le faire connaître au public et ainsi à en promouvoir la vente

Entreprise :

Est considérée comme « entreprise » : toute organisation visée à l'article I.1 du Code de droit économique soumise à l'obligation de s'inscrire à la Banque-Carrefour des Entreprises conformément à l'article III.16 du Code de droit économique.

Occupation privative :

L'utilisation privative est une dérogation au caractère public du domaine. Il en résulte

qu'il faut toujours un titre exprès. Les autorisations d'occuper temporairement le domaine public à des fins privées sont accordées à titre précaire et révocable.

Toute occupation de l'espace public visée par le présent règlement doit être préalablement autorisée par le Collège des Bourgmestre et Échevins de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode.

Article 2 - Lieux, jours et heures des marchés

La Commune de Saint-Josse-ten-Noode organise les marchés publics suivants sur le domaine public :

1. Marché de la Place Saint-Josse

LIEU : Rue des Deux Eglises et place Saint-Josse sur le terre-plein situé entre la rue des Deux Eglises.

JOUR : Jeudi

HORAIRES :

- Départ des véhicules non affectés à la vente : à 6h
- Arrivée des marchands fixes : à 6h
- Placement des marchands occasionnels : à 8h
- Ouverture de la vente au public : à 9h
- Fermeture de la vente au public : à 14h30
- Départ des marchands ambulants : à 15h

2. Marché du Nord

LIEU : Place St Lazare, Square Victoria Regina, Rue de Brabant, Passage Charles Rogier et le tunnel Place du Nord.

JOUR : Samedi

HORAIRES :

- Départ des véhicules non affectés à la vente : à 6h
- Arrivée des marchands fixes : à 6h
- Placement des marchands occasionnels : à 8h
- Ouverture de la vente au public : à 9h
- Fermeture de la vente au public : à 14h30
- Départ des marchands ambulants : à 15h

Il est défendu d'établir, d'organiser ou de tenir un « marché » sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, si ce n'est aux lieux, jours et heures désignés par le présent règlement ou par le Collège des Bourgmestre et Échevins de la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode.

Article 3 - Plan et spécialisations des marchés

Les marchés publics concernent la vente, l'offre en vente ou l'exposition en vue de la vente de produits et/ou services, sauf lorsqu'il s'agit de services qui relèvent de professions soumises à des règles de déontologie approuvées par les pouvoirs publics.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé du bon déroulement du marché. Il :

- arrête le plan des marchés ;
- arrête les spécialisations éventuelles des emplacements;
- arrête les spécifications techniques éventuelles des emplacements;
- peut limiter le nombre d'emplacements réservés à la vente de certains produits;
- peut prévoir des zones destinées à accueillir des produits déterminés ;
- peut définir les catégories de produits acceptées sur les marchés.

Conformément aux décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission

communautaire française, relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, ce plan peut être consulté au sein du service des Classes Moyennes aux heures de bureau.

Le Collège peut modifier la localisation des emplacements lorsque l'intérêt du marché le justifie. De même, il peut supprimer provisoirement et sans préavis ni indemnité des emplacements en fonction des nécessités impératives liées à l'intérêt public. A titre exemplatif mais non limitatif, ces nécessités pourront être :

1. L'exécution de travaux privés, publics - communaux et autres et *a fortiori* ceux nécessitant une exécution imprévue et immédiate pour des motifs de salubrité et de sécurité publiques ou par ordre de police;
2. Toute exécution de mesures d'intérêt général ou pour cause de force majeure.

Lors de l'exécution de chantiers et/ou de fêtes foraines, en fonction des espaces publics disponibles, le Collège peut déplacer tout ou partie d'un marché dans les environs immédiats de sa localisation habituelle. Lors de ce déplacement, les marchands fixes seront admis par ordre d'ancienneté de présence sur le marché concerné.

Pour les cas non prévus par le règlement, le Conseil communal sera appelé à modifier le présent règlement.

Article 4 - Conditions relatives à l'attribution des emplacements

§1. Un emplacement sur les marchés publics peut être attribué :

- aux entreprises inscrites à la Banque-Carrefour des Entreprises;
- de manière occasionnelle, les responsables des opérations de vente sans caractère commercial dans un but philanthropique, social, culturel, éducatif, sportif ou dans un but de défense ou de promotion de la nature ou du monde animal ou de l'artisanat ou des produits du terroir, dûment autorisées en vertu de l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes. Les responsables doivent être en possession de l'autorisation délivrée par la Commune.

§2. Un marchand ambulant ne pourra bénéficier au maximum que d'un emplacement sur le même marché.

Article 5 - Proportion emplacements fixes - emplacements attribués au jour le jour

Les emplacements sur un marché public sont attribués :

- soit de manière fixe (maximum 95 % du nombre total d'emplacements);
- soit au jour le jour (minimum 5 % du nombre total d'emplacements). Parmi les emplacements à attribuer de manière fixe, la priorité est accordée aux démonstrateurs à concurrence de 5% du nombre total des emplacements du marché.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins peut fixer pour chaque marché public un quota maximum d'emplacements réservés à un certain type de produits.

Article 6 - Règle d'attribution des emplacements au jour le jour (marchands occasionnels)

§ 1er. Les emplacements attribués au jour le jour peuvent être attribués, s'il y a lieu, en fonction de leur spécialisation, soit par ordre chronologique d'arrivée sur le marché, soit par tirage au sort.

Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer l'ordre d'arrivée sur le marché de plusieurs candidats, l'attribution de l'emplacement se fait par tirage au sort.

§ 2. Les marchands occasionnels peuvent se présenter aux heures stipulées par le présent règlement ou par le Collège des Bourgmestre et Échevins pour le placement

des marchands occasionnels et se voir attribuer un emplacement dans la limite des places disponibles ou éventuellement sur l'emplacement d'un marchand fixe non occupé à l'horaire réglementaire. Le cas échéant, les personnes ou fonctionnaires désignés par le Collège des Bourgmestre et Échevins tiendront compte de la spécialisation exercée par le postulant.

Un marchand fixe, sous le coup d'une décision de suspension pour une des causes visées aux articles 9 et 11 ne peut participer en qualité d'occasionnel à l'un des marchés publics pendant la durée de la suspension de son emplacement fixe.

Aucun emplacement occasionnel ne sera attribué à un marchand voulant faire usage d'installations au gaz sauf s'il est en mesure de présenter au placier un certificat de conformité de leurs installations de gaz remontant à moins d'un an, délivré par un organisme de contrôle agréé. Pour tout marchand désirant utiliser une bonbonne de gaz mobile sur le marché, il devra se munir à ses côtés d'un extincteur à poudre opérationnel.

Un tel emplacement ne pourra par ailleurs être attribué que dans le respect des obligations imposées par le SIAMU (<http://be.brussels/siamu/organiser-un-evenement-que-faire>).

Article 7 - Règles d'attribution des emplacements fixes sur les marchés publics

§1er. Vacance et candidature emplacement fixe

Lorsqu'un emplacement à attribuer de manière fixe est vacant, cette vacance est annoncée par la publication d'un avis aux valves communales et sur le site internet de la Commune.

Les candidatures peuvent être introduites à la suite d'un avis de vacance ou à tout autre moment.

Elles doivent être introduites soit par lettre recommandée par la poste avec accusé de réception, soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ; soit par courrier électronique avec accusé de réception à l'une des adresses visées au § 3 du présent article.

§2. Candidatures spontanées

Les candidatures peuvent être introduites à tout moment de manière spontanée.

Pour être valables, les candidatures doivent respecter chacune des conditions suivantes :

- 1) être adressées :
 - soit par lettre recommandée par la poste avec accusé de réception à l'adresse visée au §3 ;
 - soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ;
 - soit par courrier électronique avec accusé de réception à l'adresse visée au § 3.
- 2) comporter les renseignements et annexes suivants :
 1. le nom, le prénom, l'adresse et les coordonnées téléphoniques et électronique de l'entreprise, ainsi que son numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises ;
 2. le numéro national et la copie de la carte d'identité (recto verso) de son gérant ;
 3. une copie des statuts, à jour, de l'entreprise ;
 4. l'extrait intégral des données de l'entreprise délivré par la Banque Carrefour des Entreprises (avec mention d'activité(s) ambulante(s)); le cas échéant un no de T.VA.
 5. la mention du marché et/ou du jour du marché demandé ;
 6. la liste et le genre de produit(s) et/ou service(s) offert(s) en vente ou, le cas échéant, la mention « démonstrateur » ;

7. l'autorisation délivrée par l'A.F.S.C.A. en cas de vente de produits alimentaires;
8. l'immatriculation du camion magasin et/ou la remorque en cas de vente de poissons, viandes, et dérivés;
9. le type de matériel utilisé (échoppe, parasols, camion magasin, remorque, ...) et les dimensions de ce dernier;
10. le certificat de conformité en cas d'utilisation d'installations électriques et/ou au gaz;
11. si l'activité est saisonnière : la mention de la période d'activité désirée;
12. le métrage souhaité;
13. une photo récente de l'étal;

Le non-respect des formalités reprises ci-dessus entraîne l'irrecevabilité de la demande.

À la réception de la candidature, un accusé de réception est immédiatement communiqué au candidat mentionnant le numéro d'enregistrement et le droit du candidat à consulter le registre des candidatures.

§ 3. Correspondance

Pour l'application du présent règlement, les courriers et notifications doivent impérativement être envoyés à l'adresse suivante :

1. Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode, Service des Classes Moyennes, Rue des Deux Eglises 131, 1210 Saint-Josse-ten-Noode;
2. Ou par mail à l'adresse suivante: classesmoyennes@sitn.brussels

§ 4. Registre des candidatures

Toutes les candidatures sont consignées dans un registre au fur et à mesure de leur réception.

Les candidats devront confirmer leur candidature au service des Classes Moyennes par courrier ordinaire et/ou électronique afin de demeurer dans ledit registre au début de chaque année civile et dans tous les cas avant le 1er février. Cette confirmation devra être introduite selon les mêmes modalités que l'introduction de la candidature. A défaut de confirmation dans le délai fixé, la candidature deviendra caduque.

Conformément aux décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française, relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, ce registre peut toujours être consulté, sur rendez-vous, au service des Classes Moyennes.

§ 5. Ordre de l'attribution des emplacements

En cas de vacance d'un emplacement fixe, les candidatures sont classées comme suit dans le registre en vue de l'attribution de l'emplacement, compte tenu de l'éventuelle spécialisation :

1. aux démonstrateurs dans la mesure où ils n'atteignent pas 5 % du nombre total d'emplacements;
2. aux personnes reprises dans les catégories suivantes, par priorité :
 - a) aux personnes qui sollicitent un emplacement suite à la suppression de celui qu'elles occupaient sur l'un des marchés de la Commune ou auxquelles la Commune a notifié un préavis pour cause de suppression définitive du marché ou d'une partie des emplacements;
 - b) aux entreprises exerçant une activité ambulante ayant introduit une demande d'emplacement fixe, ci-après dénommés « candidats externes ».

Les emplacements sont dévolus au sein de chaque catégorie, s'il y a lieu en fonction de

l'emplacement et de leur spécialisation, selon l'ordre chronologique de réception des candidatures.

Lorsque deux ou plusieurs demandes, appartenant à la même catégorie, sont introduites simultanément, l'ordre de préférence est déterminé comme suit:

- a. Sauf la catégorie des candidats externes, priorité est donnée au demandeur qui a le plus d'ancienneté sur les marchés de la Commune; lorsque l'ancienneté ne peut pas être comparée, la priorité est déterminée par tirage au sort;
- b. Pour le candidat externe, la priorité est déterminée par tirage au sort.

§ 6. Notification de l'attribution des emplacements

L'attribution de l'emplacement est notifiée au demandeur soit :

- par lettre recommandée par la poste avec accusé de réception ;
- par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ;
- par courrier électronique avec accusé de réception.

Une copie du présent règlement sera jointe à la décision d'attribution d'un emplacement notifiée au demandeur.

§ 7. Le registre des emplacements attribués de manière fixe

Un plan ou registre est tenu, mentionnant pour chaque emplacement attribué de manière fixe :

1. le nom, le prénom, l'adresse de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué ;
2. s'il y a lieu, la raison sociale de la personne morale à laquelle l'emplacement a été attribué et l'adresse de son siège social;
3. le numéro d'entreprise et, le cas échéant, un numéro de T.V.A. ;
4. les produits et/ou les services offerts en vente;
5. en cas de vente de produits alimentaires, l'autorisation délivrée par l'A.F..S.C.A. ;
6. s'il y a lieu, la qualité de démonstrateur;
7. la date d'attribution de l'emplacement et la durée du droit d'usage;
8. si l'activité est saisonnière, la période d'activité ;
9. le prix de l'emplacement, sauf s'il est fixé de manière uniforme ;
10. s'il y a lieu, le nom et l'adresse du cédant et la date de la cession.

Conformément aux décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française, relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, ce registre peut toujours être consulté, sur rendez-vous, au service des Classes Moyennes.

Article 8 - Durée de l'emplacement fixe

Un emplacement fixe est attribué pour une durée indéterminée.

Article 9 - Suspension de l'emplacement fixe

Le titulaire d'un emplacement fixe peut suspendre l'emplacement pour une période prévisible d'au moins un mois, lorsqu'il se trouve dans l'incapacité d'exercer son activité :

- pour maladie ou accident attesté par un certificat médical;
- pour un cas de force majeure dûment démontré ;
- pour raison sociale dûment démontrée.

La suspension prend effet le jour où la Commune est informée de l'incapacité et cesse au plus tard cinq jours après la communication de la reprise des activités. Le titulaire de l'emplacement fixe récupère son emplacement à la fin de la suspension.

La suspension implique la suspension des obligations réciproques nées du contrat.

Durant la période de suspension, l'emplacement sera attribué au jour le jour.

Les demandes de suspension sont notifiées à la Commune par lettre recommandée par la poste avec accusé de réception, soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ; soit par courrier électronique avec accusé de réception, accompagnées de toutes pièces justificatives.

Article 10 - Renonciation à l'emplacement fixe

Le titulaire d'un emplacement fixe peut renoncer à son emplacement :

1. à la cessation de ses activités ambulantes, moyennant un préavis d'au moins 30 jours;
2. s'il est dans l'incapacité définitive d'exercer son activité pour les raisons mentionnées à l'article 9 du présent règlement. Dans ce cas, aucun préavis n'est dû.

Les demandes de suspension d'un emplacement fixe visée à l'article 9 du présent règlement et celles de renonciation visées au présent article sont notifiées au service des Classes Moyennes soit par lettre recommandée par la poste avec accusé de réception, soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ; soit par courrier électronique avec accusé de réception à l'adresse visée à l'article 7§3.

Article 11 – Sanctions

Sans préjudice de l'application de sanctions prévues par d'autres lois, décrets, ordonnances ou règlements, toute infraction au présent règlement permettra au Collège des Bourgmestre et Echevins de suspendre l'autorisation d'accès à un emplacement, pour une durée de 1 à 3 mois, et notamment dans les cas suivants :

1. en cas de non-paiement ou paiement tardif récurrents de la taxe pour l'occupation de l'emplacement ;
2. en cas de faillite;
3. en cas d'absence durant trois semaines successives sans en avertir la Commune ou le placier au préalable ou durant la première semaine d'absence;
4. en cas de cession d'un emplacement fixe à un tiers sans répondre aux conditions stipulées à l'article 14 du présent règlement communal ;
5. lorsque d'autres marchandises que celles mentionnées sur la décision d'attribution d'un emplacement fixe sont vendues;
6. en cas de trouble de l'ordre public ou état d'ébriété ;
7. si son étal n'est pas conforme aux normes d'hygiène et de sécurité ;
8. si le marchand distribue des sacs plastiques à usage unique à sa clientèle ;
9. si la Commune doit constater l'absence de nettoyage et abandon sur place de cartons, caisses, emballages de toute nature, vidange et tout déchet quelconque ;
10. pour les entreprises en denrées alimentaires, en cas de suspension ou de retrait de l'autorisation délivrée par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la chaîne alimentaire, auquel cas la suspension ou le retrait sont immédiats;
11. en cas de non-respect des dispositions légales en matière de protection des consommateurs ;
12. en cas de refus de se conformer aux injonctions des services de police, des placiers ou des gardiens de la paix ;
13. en cas de non-respect des dispositions du présent règlement.

Les manquements au présent règlement sont constatés par le placier.

Le premier constat dans le chef du marchand en défaut fera l'objet d'un avertissement écrit sauf si les personnes ou fonctionnaires désignés par le Collège estiment que les faits reprochés sont de nature telle qu'ils impliquent directement un rapport au Collège.

Le deuxième constat effectué dans le chef du même marchand en défaut fera l'objet

d'un rapport au Collège pour prise de décision de suspension ou retrait de l'emplacement fixe.

La décision de suspension ou de retrait est notifiée soit par lettre recommandée par la poste avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception. Par ailleurs, tout marchand qui néglige ou refuse de se conformer aux prescriptions légales et/ou aux prescriptions du présent règlement pourra voir ses matériel, véhicule, étal et/ou marchandises enlevés à ses risques et périls et à ses frais par l'intervention des services de police.

Si le marchand souhaite contester les faits, il peut introduire un recours dans les 5 jours ouvrables soit :

- par lettre recommandée par la poste avec accusé de réception à l'administration communale de Saint-Josse-ten-Noode, Service des classes moyennes, Rue des Deux Eglises 131, 1210 Saint-Josse-ten-Noode,
- par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ;
- par mail à l'adresse suivante contre accusé de réception: classesmoyennes@sjtn.brussels

En cas de récidive, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer l'exclusion définitive du marchand ambulant.

Au cas où un acte de violence serait commis par un marchand ambulant à l'encontre d'un tiers, le Collège des Bourgmestre et Echevins invitera le marchand ambulant à se présenter à sa prochaine réunion, par lettre recommandée. Après l'avoir entendu au cours de cette réunion, le Collège aura la liberté d'exclure immédiatement et définitivement ce marchand de tous les marchés et emplacements sur le domaine public ten-noodois. Cette décision sera notifiée par lettre recommandée. Dans l'attente de cette décision du Collège, le marchand ayant commis un acte de violence pourra être interdit temporairement de présence sur les marchés et emplacements sur le domaine public ten-noodois.

En cas de suspension ou d'exclusion, les sommes versées par le marchand ambulant resteront propriété de l'Administration communale, et aucune indemnité ne pourra être réclamée.

Article 12 - Activités ambulantes saisonnières

Une activité saisonnière est en général une activité portant sur des produits ou des services qui, par nature ou par tradition, ne sont vendus qu'au cours d'une période de l'année.

Les emplacements fixes qui sont attribués pour l'exercice des activités susmentionnées sont suspendus pour la durée de la période de non-activité.

Pendant la période de non-activité, ces emplacements sont attribués au jour le jour.

Article 13 - Personnes assimilées habilitées à occuper des emplacements

Les emplacements sur les marchés publics attribués aux personnes désignées à l'article 4 peuvent être occupés par les personnes physiques qui exercent l'activité ambulante pour le compte de l'entreprise.

§1^{er}. L'emplacement attribué à un démonstrateur peut en outre être occupé par le démonstrateur auquel le droit d'usage temporaire de l'emplacement a été sous-loué conformément à l'article 36 et par les personnes physiques qui exercent l'activité ambulante pour le compte de ce dernier.

§2. Les personnes qui réalisent des ventes sans caractère commercial dans le cadre des

opérations visées à l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 susmentionné, peuvent occuper l'emplacement attribué à la personne responsable de l'opération. Le cas échéant, elles peuvent l'occuper en dehors de la présence de celle-ci.

Les marchands ambulants ne peuvent quitter le marché avant la fin officielle du marché. Une dérogation peut toutefois être accordée lors de circonstances exceptionnelles.

Article 14 - Cession d'un emplacement

La cession d'un emplacement attribué est autorisée lorsque le cessionnaire :

- 1° est inscrit à la Banque-Carrefour des Entreprises ;
- 2° et poursuit la spécialisation du cédant sur l'emplacement cédé, sauf si la commune ou le concessionnaire autorise un changement de spécialisation ;
- 3° respecte les dispositions du présent règlement.

L'emplacement peut être cédé une nouvelle fois, au plus tôt un an après la cession, sauf moyennant accord explicite de la commune ou du concessionnaire.

Le cessionnaire peut occuper l'emplacement cédé uniquement lorsque la commune ou le concessionnaire a constaté que :

- 1° les conditions visées aux alinéas 1er et 2 sont remplies ;
- 2° le Collège ait donné son accord préalable à la reprise de l'emplacement concerné ;
- 3° l'entreprise du cessionnaire ne peut pas disposer, à la suite de la reprise, de plus d'un emplacement par marché et ce pour tous les marchés se déroulant sur le territoire de la Commune.

En cas de cession irrégulière, l'emplacement fixe sera retiré immédiatement et définitivement à son titulaire sur décision du Collège.

Article 15 – Horaires

1. Circulation :

Toute circulation sur l'aire du marché est interdite entre 06h00 et 15h00 dans le périmètre du marché de la place Saint-Josse et entre 06h00 et 15h00 dans le périmètre du marché du Nord, sauf intervention des services de secours et exception faite des véhicules affectés à la vente sur le marché conformément aux paragraphes suivants.

2. Installation :

Pour les marchands fixes, l'accès des véhicules à l'aire des marchés, leur déchargement et le montage des échoppes ne pourront se faire que dans les deux heures précédant l'ouverture du marché, pour autant que la signalisation nécessaire ait été mise en place par les services de police, soit :

- Pour le marché du Nord: à 06h00 ;
- Pour le marché de la Place Saint-Josse : à 06h00

Le Collège pourra éventuellement, dans l'intérêt de l'organisation des marchés, imposer une heure d'arrivée différente à certains marchands. Les marchands fixes sont tenus d'être opérationnels à l'heure d'ouverture des marchés ce qui emporte l'obligation d'avoir terminé les opérations de déchargement, du montage de l'échoppe, de l'installation de l'éventuel camion-magasin et d'avoir assuré l'évacuation de tout

véhicule non autorisé à stationner dans le périmètre du marché. Les marchands fixes bénéficient de la réservation de leur emplacement jusqu'à l'heure d'ouverture du marché. Au-delà, l'emplacement non occupé ou la partie d'emplacement non occupée sera, sous la direction de la personne ou du fonctionnaire désigné(e) par le Collège, attribué pour ce jour-là aux marchands occasionnels.

Les marchands occasionnels doivent être présents à 08h00 pour les opérations de tirage au sort pour le marché de la Place Saint-Josse. Pour le marché du Nord, la présence est requise à 08h00.

Les marchands occasionnels sont tenus d'avoir terminé les opérations de déchargement et assuré l'évacuation de tout véhicule non autorisé à stationner dans le périmètre du marché :

- a) sur le marché du Nord pour 09h00 ;
- b) sur le marché de la Place Saint-Josse pour 09h00

Conformément à l'article 2 du présent règlement, les horaires susmentionnés sont valables sans préjudice des prérogatives du Collège de prévoir d'autres emplacements et/ou horaires de marchés.

3. Libération des emplacements :

Les lieux devront être libérés de toute occupation:

- a) sur le marché du Nord dès 14h30 et au plus tard à 15h00;
- b) sur le marché de la Place Saint-Josse dès 14h30 et au plus tard à 15h00.

Les marchands ne peuvent délaissé leur emplacement et quitter le marché pendant la durée de celui-ci que dans des cas de circonstances exceptionnelles dûment motivés et, dans tous les cas, après accord de la personne ou du fonctionnaire désigné(e) par le Collège.

Article 16 - Profondeur des emplacements et matériel autorisé

Sauf dérogations du Collège pour les vendeurs de plantes et fleurs et de fruits et légumes, les emplacements auront une profondeur maximale de 4 mètres.

Aucun article ni aucune marchandise ne pourra être installé ou présenté à la vente en dehors de la profondeur précitée et de l'alignement des camions (hors auvents) et échoppes.

Aucun matériel - panneau publicitaire, mange-debout, poids ou autres, etc. - ne pourra être installé en dehors de la profondeur précitée et de l'alignement des camions (hors auvents) et échoppes. Seules les entreprises proposant à la vente des produits de bouche sont autorisées à installer des mange-debout.

Article 17 - Emprise du marché public

Les places sont exprimées en mètres linéaires selon les situations particulières des emprises de chaque marché public. La distance entre marchands ambulants placés sur des rangées parallèles devra être conforme aux exigences des services de sécurité. Les marchands ambulants respecteront les places qui leur sont attribuées et la libre circulation de la clientèle dans les allées. Les étalages ne pourront dépasser les limites précisées par le concessionnaire ou de son préposé.

Il est interdit aux marchands ambulants:

- de placer dans les échoppes des toiles ou écrans quelconques susceptibles d'empêcher la vue vers les emplacements voisins. Les entreprises au droit desquelles elles sont situées doivent rester visibles;
- de placer à la devanture des étals des denrées pouvant souiller les vêtements des passants;
- d'augmenter la longueur et/ou la profondeur des échoppes par le placement d'allonges ;
- d'enfoncer des crochets dans le sol;
- d'encombrer de marchandises ou de matériel les parties du marché réservées à la circulation;
- de se tenir dans ces parties pour solliciter la clientèle ;
- d'avoir une hauteur d'auvents inférieure à 2m20 du sol.

Pour le reste, les marchands ambulants se conformeront aux injonctions du concessionnaire ou de son préposé.

CHAPITRE 2. DISPOSITIONS RELATIVES A LA TENUE DES MARCHES PUBLICS ET DES ACTIVITES AMBULANTES SUR LE DOMAINE PUBLIC

Article 18 - Définition

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par « activité ambulante » : la vente, l'offre en vente ou l'exposition, en vue de la vente de produits et accessoirement de services, au consommateur, effectuée par un marchand ambulant en dehors des établissements mentionnés dans son immatriculation à la Banque Carrefour des entreprises ou par une personne ne disposant pas d'un établissement du genre.

Dans le présent règlement, sont désignés sous le terme « support mobile de vente » : les foodtrucks et les services trucks (= type d'ambulant mobile et déplaçable à tout moment); la remorque-restaurant (= véhicule routier sans moteur, tiré par un véhicule tracteur déposé à un moment T et dégagé plus tard dans la journée); la charrette à bras légère. Cette liste de supports mobiles de vente n'est pas exhaustive.

Article 19 - Exclusions

Ne sont pas visées par le présent règlement :

- les ventes effectuées dans le cadre de manifestations soumises à un autre règlement communal (brocantes, braderies, foires, etc.);
- les activités ambulantes qui ne sont pas soumises au champ d'application de l'arrêté royal du 24/9/2006 (article 6 à 12).

Article 20 - Conditions en matière d'attribution et d'occupation des emplacements

Les personnes qui répondent aux conditions d'obtention (cf. article 4) et d'occupation d'emplacements sur le marché public (cf. article 13) peuvent obtenir et occuper des emplacements sur le domaine public.

Article 21 - Exigence d'identification en cas d'exercice d'activités ambulantes sur le domaine public

§1. Toute personne, qui exerce une activité ambulante sur les marchés publics de la Commune de Saint- Josse-ten-Noode, doit s'identifier, si elle exerce son activité à partir d'un étal ou d'un véhicule, au moyen d'un panneau lisible, placé ostensiblement

sur celui-ci. Ce panneau doit également être installé par les préposés lorsqu'ils travaillent seuls.

§2. Le panneau comporte les mentions suivantes :

- 1° soit le nom, le prénom de la personne qui exerce l'activité en personne physique pour son propre compte ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée; soit le nom, le prénom de la personne qui assume la responsabilité journalière de la personne morale ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée;
- 2° la raison sociale de l'entreprise et/ou sa dénomination commerciale;
- 3° selon le cas, la commune du siège social ou du siège d'exploitation de l'entreprise et si le siège de l'entreprise n'est pas situé en Belgique, le pays et la commune dans lequel il est situé;
- 4° le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises ou l'identification qui en tient lieu, lorsque l'entreprise est étrangère.

Article 22 - Suppression définitive d'emplacement

Un préavis d'un an est donné aux titulaires d'emplacements en cas de suppression définitive d'un marché ou d'une partie de ses emplacements. En cas d'absolue nécessité tels que, et sans que cette énumération ne soit exhaustive, l'exécution de travaux publics ou privés ne pouvant souffrir d'aucun retard, lié à des motifs de salubrité ou de sécurité publique, ou plus généralement tout motif lié à l'intérêt général, ce délai n'est pas d'application. Cette disposition est applicable quel que soit le nombre d'emplacements concernés par cette suppression. Cette décision ne pourra donner lieu à aucune indemnité quelconque au bénéfice du marchand fixe.

Article 23 - Modification des lieux

Si la disposition des lieux doit être modifiée, le titulaire devra adapter son échoppe en conséquence, déplacer son camion-magasin, ou s'installer au nouvel endroit qui lui sera désigné par les personnes ou fonctionnaires désignés par le Collège, sans qu'il puisse réclamer une indemnité.

Article 24 - Catégories de produits

§1. Les spécialisations pouvant être vendues sur le Marché de la Place Saint-Josse sont réparties au sein des catégories suivantes:

1. Produits de bouche salés ou sucrés ou "Spécialités du monde" à consommation immédiate;
2. Produits alimentaires:
 - crèmerie, fromagerie et dérivés;
 - boucherie, charcuterie, salaison, volaille crue et dérivés;
 - poissonnerie et dérivés;
 - volailles rôties et dérivés;
 - épices, condiments, olives, fruits secs;
 - boulangerie & pâtisserie :
 - confiserie et biscuits;
 - produits alimentaires "biologiques et/ou labellisés";
 - alimentation spécialisée (italiennes, turques,..) et autres produits alimentaires non repris dans les catégories qui précèdent;
 - fruits et légumes;
3. Plantes et fleurs;
4. Vêtements prêt-à-porter pour hommes, femmes et enfants et notamment

- Lingerie (sous-vêtements pour hommes, femmes et enfants, ainsi que chaussettes, vêtements de nuit et de sorties de bain, maillots de bains, collants, etc.) ;
 - Accessoires de mode (chaussures, sacs, ceintures, portefeuilles, bijoux, montres, foulards, gants, couvre-chefs, parapluies, lunettes solaires et articles apparentés);
5. Accessoires et nourriture pour animaux;
 6. Linge de maison (nappes cirées et en tissus, draps de lits, essuies, etc.);
 7. Parfums, produits cosmétiques et de soins corporels;
 8. Articles ménagers et électroménagers, outillage, accessoires électriques, électroniques et informatiques, GSM;
 9. Loisirs (jeux, jouets, livres, articles de librairie et de papeterie, articles d'écriture, cartouches d'encre, CD's, Dvd's, et articles apparentés.);
 10. Articles de décoration de la maison ;
 11. Articles de sport;
 12. Articles de merchandising, produits dérivés;
 13. Démonstration ;
 14. Boissons consommables sur place

Au sein d'un même emplacement, il est interdit de vendre des produits relevant de catégories différentes. Les entreprises fixes qui vendent des produits de bouche sont toutefois également autorisés à vendre des produits de la catégorie 14.

A titre transitoire, les entreprises qui ont été dûment autorisées à vendre des produits relevant de catégories différentes continueront à bénéficier personnellement de cette autorisation. En cas de cessation de l'emplacement, le cessionnaire ne bénéficiera donc pas de cette mesure transitoire et devra choisir une seule catégorie.

§2. Les spécialisations pouvant être vendues sur le Marché du Nord sont réparties au sein des catégories suivantes:

1. Produits de bouche salés ou sucrés ou "Spécialités du monde" à consommation immédiate;
2. Produits alimentaires:
 - crèmerie, fromagerie et dérivés;
 - boucherie, charcuterie, salaison, volaille crue et dérivés;
 - poissonnerie et dérivés;
 - volailles rôties et dérivés;
 - épices, condiments, olives, fruits secs;
 - boulangerie & pâtisserie :
 - confiserie et biscuits;
 - produits alimentaires "biologiques et/ou labellisés";
 - alimentation spécialisée (italiennes, turques,..) et autres produits alimentaires non repris dans les catégories qui précèdent;
 - fruits et légumes;
3. Plantes et fleurs;
4. Vêtements prêt-à-porter pour hommes, femmes et enfants et notamment
 - Lingerie (sous-vêtements pour hommes, femmes et enfants, ainsi que chaussettes, vêtements de nuit et de sorties de bain, maillots de bains, collants, etc.) ;
 - Accessoires de mode (chaussures, sacs, ceintures, portefeuilles, bijoux, montres, foulards, gants, couvre-chefs, parapluies, lunettes solaires et articles apparentés);
5. Accessoires et nourriture pour animaux;
6. Linge de maison (nappes cirées et en tissus, draps de lits, essuies, etc.);
7. Parfums, produits cosmétiques et de soins corporels;
8. Articles ménagers et électroménagers, outillage, accessoires électriques, électroniques et informatiques, GSM;
9. Loisirs (jeux, jouets, livres, articles de librairie et de papeterie, articles d'écriture, cartouches d'encre, CD's, Dvd's, et articles apparentés.);
10. Articles de décoration de la maison ;
11. Articles de sport;
12. Articles de merchandising, produits dérivés;
13. Démonstration ;

14. Boissons consommables sur place

Au sein d'un même emplacement, il est interdit de vendre des produits relevant de catégories différentes. Les entreprises fixes qui vendent des produits de bouche sont toutefois également autorisés à vendre des produits de la catégorie 14.

(*) Produit issu de l'agriculture biologique, méthode de production agricole qui respecte les prescriptions du règlement (CE) No 834/2007 du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques. Les produits en conversion vers l'agriculture biologique, les produits à ingrédients biologiques et les produits de la chasse et de la pêche, à condition que ces derniers aient été préparés avec des ingrédients 100% bio, sont également reconnus comme biologiques. Pour toute marchandises offerte à la vente, le titulaire de l'emplacement doit pouvoir fournir la preuve de la certification biologique du produit par un organisme agréé.

Article 25 - Changement de produit ou service

La vente, ne serait-ce que momentanée, d'un autre produit ou service que celui pour lequel l'emplacement a été attribué, est interdite.

Tout titulaire d'une autorisation communale qui désire changer de produit ou service, doit au préalable en solliciter l'autorisation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins par lettre recommandée.

S'il est fait droit à sa demande, l'intéressé devra accepter une éventuelle mutation d'emplacement.

Article 26 - Vente de boissons

Les boissons doivent être servies dans des verres ou gobelets cautionnés.

Article 27 - Endommagement de la chaussée et des terre-pleins

Il est interdit aux exposants d'endommager le revêtement de la chaussée ou des terre-pleins et des trottoirs notamment par l'implantation de piquets, clous, crampons ou autres objets de même nature, ou d'y faire de quelconques marques au sol.

Le matériel utilisé par les entreprises exerçant une activité ambulante offrira toutes les garanties de solidité afin de pouvoir résister aux intempéries, aux mouvements de foule et autres incidents inhérents aux marchés publics.

Il est interdit aux marchands de porter atteinte aux parterres floraux, aux pelouses et aux fosses d'arbre notamment en y entreposant du matériel et/ou en y stationnant, même partiellement, remorques et/ou véhicules.

Le poids de tous support mobile de vente (cf. article 18) qu'il soit chargé ou pas, est limité à un maximum de 3.500 kg sur toute l'aire du marché.

Article 28 - Propreté et nettoyage

§1. Il est strictement interdit aux marchands d'entreposer marchandises, caisses, le long des immeubles riverains du marché,

§2. Conformément aux articles du Règlement Général de Police relatifs à la propreté de l'espace public, et particulièrement conformément à l'article 17, chaque marchand doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de maintenir son emplacement et ses abords immédiats en parfait état de propreté en tout temps et particulièrement avant qu'il quitte son emplacement. Dans tous les cas, les marchands restent responsables de la propreté de leur emplacement.

§3. Le marchand ambulant doit assurer l'enlèvement et l'évacuation adéquate de tout déchet dans le respect des réglementations en vigueur relative au tri sélectif des déchets. Il est défendu aux marchands de quitter le marché sans emporter les caisses et vidanges généralement quelconques et sans avoir rassemblé les débris de légumes, papiers, emballages, etc. dans des contenants suffisamment résistants.

§4. Les marchands ambulants qui offrent des produits en dégustation ou qui vendent des produits alimentaires destinés à être consommés immédiatement ou qui vendent des produits susceptibles de générer des déchets sur le marché ont l'obligation de disposer des poubelles accessibles au public dans leur emplacement. Ils veilleront à entretenir et à vidanger cette poubelle autant que de besoin.

§5. Tous les déchets, caissettes, cartonnages, débris, papiers et autres emballages jonchant le sol de l'emplacement et ses abords, devront être ramassés et évacués par le marchand avant qu'il ne quitte son emplacement. Il est strictement interdit de déverser tout résidu alimentaire ou tout liquide tel que graisses, huiles, eaux usées et ce, tant sur le trottoir, que sur la chaussée, dans les avaloirs, dans les haies ou au pieds des arbres.

§6. En cas de non-respect d'une des obligations visées aux alinéas précédents, et notamment lorsqu'une entreprise exerçant une activité ambulante abandonnera son emplacement ou ses abords immédiats souillés ou couverts de déchets quelconques, la remise en état des lieux sera aux frais de l'entreprise en défaut, et ce, sans préjudice de l'application de toute autre disposition prévue par le présent règlement, par le règlement taxe en matière de propreté publique en vigueur sur le territoire de la Commune ou par le règlement Général de Police.

Article 29 - Interdiction de distribution des sacs plastiques à usage unique sur les marchés publics

Le sac plastique à usage unique est défini comme le sac d'une épaisseur égale ou inférieure à 50 microns (um) et composé de matières d'origine fossiles ou renouvelables, munis de anses.

La distribution de sacs plastique à usage unique à la clientèle est interdite pour tous sacs destinés à l'emballage de marchandises utilisés dans l'espace de vente des marchands ambulants, conformément à l'article article 4.6.2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er décembre 2016 relatif à la gestion des déchets et ses modifications ultérieures.

Les sacs plastiques à usage unique très légers destinés à l'emballage alimentaire vendues au détail, humides ou contenant des liquides susceptibles de couler sont autorisés pour autant que le sac soit biosourcé et compostable à domicile, conformément à l'article 2§1 de l'arrêté ministériel du 14 septembre 2017 précisant les types de sacs plastiques dérogeant à l'interdiction d'utilisation des sacs plastiques à usage unique visé à l'article 4.6.2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er décembre 2016 relatif à la gestion des déchets et ses modifications ultérieures.

Article 30 - Hygiène

Les opérations de vente et d'offres en vente de biens ou de services ne peuvent avoir lieu que sur les marchés publics et aux endroits du domaine public pour lesquels une autorisation préalable a été délivrée et exclusivement pendant les heures fixées pour chacun d'eux. Il est interdit de porter atteinte en quelque manière que ce soit à l'hygiène et à la salubrité des denrées alimentaires transportées, exposées pour la vente, mises en vente ou vendues. Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour en éviter les souillures et en assurer la conservation.

Les entreprises exerçant une activité ambulante respecteront les normes d'hygiène en vigueur et observeront pour eux-mêmes les règles d'une propreté rigoureuse. Ils veilleront notamment à respecter les dispositions reprises dans le Règlement (CE) n° 852/2004 du 29 avril 2004 du Parlement et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires et ses annexes, en particulier le chapitre VIII de l'annexe II intitulé « Hygiène personnelle », ainsi que dans l'arrêté royal du 13 juillet

2014 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires, et ses modifications ultérieures.

Article 31 - Loyauté de la vente

Hormis les limites d'une publicité normalement admissible et variable selon la nature des produits mis en vente, les entreprises exerçant une activité ambulante et leurs préposés ne peuvent attirer d'une manière exagérée l'attention du public. A cet effet, tout emploi de microphone ou installations sonores est interdit sauf ceux destinés aux démonstrateurs.

Article 32 - Vente d'animaux

Conformément à la loi du 14 août 1986 sur la protection et au bien-être des animaux, l'exposition, la livraison, la mise en vente de chiens et de chats est interdite dans le marché. La vente ambulante d'autres animaux vivants est soumise à l'agrément du Ministre qui a la protection animale dans ses attributions, conformément à l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de vente des animaux.

Article 33 - Ordre public

Il est interdit d'apporter des entraves au libre-échange et de troubler l'ordre public ou les bonnes mœurs de quelque manière que ce soit, en ce compris la vente de produits à caractère pornographique, raciste ou xénophobe.

Il est également interdit toute forme de racolage.

Les marchands ne pourront être en état d'ivresse, ni sous l'emprise de produits stupéfiants.

Article 34 - Passages réservés aux véhicules de sécurité

Lorsqu'il arrête le plan des marchés, le Collège prévoit des passages réservés aux véhicules de sécurité. Ces passages doivent être maintenus libres en permanence. En cas d'intervention des services de secours, les marchands ambulants sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour leur libérer un passage immédiatement; ils ne peuvent se prévaloir d'un quelconque dommage. Ils doivent être implantés de telle sorte que la voirie présente une largeur libre minimale de 4m. En aucun cas, les marchands ambulants et leurs clients ne peuvent encombrer le passage des piétons dans les allées du marché et a fortiori le passage des personnes moins valides. L'administration communale de Saint-Josse-ten-Noode décline toute responsabilité en cas de non-respect de ces normes.

Article 35 – Installations

Tout marchand fixe doit solliciter au préalable l'autorisation expresse au Collège pour l'installation d'un camion-magasin en lieu et place d'une échoppe. Par camion-magasin, il convient d'entendre le véhicule servant directement à la vente et spécialement agencé à cet effet. Ce véhicule devra être compris dans le périmètre attribué au marchand et respecter l'alignement des installations réservées à la vente. L'entreprise ne peut y accrocher que des bâches transparentes de manière à ne pas occulter les emplacements voisins. Le Collège appréciera la situation en tenant compte des répercussions éventuelles sur les autres entreprises ainsi que sur la facilité de circulation, la sécurité publique et la configuration des lieux. Toute voie de circulation piétonne doit comporter un cheminement libre de tout obstacle d'une largeur minimale d'1m50 d'un seul tenant et d'une hauteur minimale de 2,20m.

Tout marchand ambulant, fixe ou occasionnel, doit veiller à ce que son installation se fasse dans le calme et à ne pas générer de nuisances sonores intempestives. De même, il doit veiller à ce que l'utilisation de son emplacement ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la salubrité ou la tranquillité publique. Les marchands qui utilisent un câblage électrique placé au sol veilleront à ce que ce câblage ne soit pas une entrave au passage des piétons et des personnes à mobilité réduite. Les barrières Nadar qui servent à délimiter et sécuriser le marché ne peuvent en aucun cas être utilisées ou empruntées par les marchands sans autorisation.

Article 36 - Installations de cuisson et installations électriques

Installations de cuisson :

Les appareils de cuisson ainsi que les conduits d'évacuation qui les desservent doivent être disposés de manière à présenter toutes les garanties de sécurité. Ils doivent être placés sur un socle ou une aire en matériau incombustible et mauvais conducteur de la chaleur, dans un endroit aisément accessible et bien ventilé; ils seront éloignés autant que possible des sorties.

Les appareils de gaz doivent satisfaire aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. L'utilisation d'appareils de cuisson n'est autorisée que dans des installations spécialement équipées à cette fin. Ces installations seront contrôlées par un organisme accrédité pour la norme NBN D51.006 selon la périodicité prescrite. Le certificat sera tenu à la disposition en cas de contrôle. Un extincteur à poudre polyvalente d'1/2 unité d'extinction conforme aux normes de la série NBN-EN-3 sera installé dans chaque échoppe utilisant des appareils de cuisson tels que friteuses, rôtissoires, appareils à hot-dogs, à beignets, à croustillons, etc. Il sera placé de manière à être accessible en toutes circonstances. Il sera contrôlé par une personne compétente d'une société qualifiée pour la maintenance des extincteurs portatifs, et ce annuellement (NBN S21050).

Installations électriques :

Toutes les installations électriques utilisées par un marchand seront réalisées conformément aux lois et règlements relatifs à cette matière. Le marchand tiendra à disposition en cas de contrôle le rapport d'inspection du contrôle légal et obligatoire de ses installations. Tous les appareils producteurs de force motrice et sources d'énergie, qu'ils soient simplement portables ou fixés sur un véhicule aménagé à cet effet, devront satisfaire aux prescriptions légales en vigueur de sorte que leur fonctionnement ne gêne personne et qu'il ne présente aucun danger d'incendie. Ils devront, en outre, être protégés convenablement afin d'éviter tout accident. Les frais éventuels de raccordement et de consommation d'électricité seront à charge des entreprises exerçant une activité ambulante et ce conformément au règlement taxe qui cible la matière.

Article 37 - Responsabilité - Assurances

Le marchand ambulant assume l'entière responsabilité des accidents, survenus à lui-même, à ses préposés, à son personnel ainsi qu'aux tiers, sur le marché, du fait :

1. de l'occupation du marché par toute marchandise, toute installation, tout véhicule, tout matériel lui appartenant ou dont il a la disposition;
2. de l'exploitation qui est faite du marché.

Le marchand ambulant est responsable envers l'administration communale des dommages causés par sa faute, sa négligence ou celle de son personnel, aux chaussées, terre-pleins, trottoirs, arbres, espaces verts, bancs, fontaines ou aux équipements publics qui se trouvent sur l'emplacement ou aux abords du marché. Les auteurs de toute dégradation de quelque nature sont susceptibles de poursuites légales.

L'autorisation d'établir des dépôts de marchandises ou d'objets quelconques sur et pendant la tenue des marchés communaux n'implique aucunement la garde et la conservation de ces dépôts.

Le paiement de la taxe n'entraîne pas une obligation pour l'administration communale d'établir à cet égard une surveillance spéciale.

Les marchands ambulants doivent souscrire les polices d'assurances nécessaires pour couvrir tous les risques découlant de l'occupation d'un emplacement sur le marché et de l'exploitation qui en est faite. La police d'assurance devra contenir une clause par laquelle la compagnie contractante reconnaît avoir pris connaissance du présent règlement et s'engage à garantir tous risques et obligations en résultant.

La compagnie s'engage à informer l'administration communale de Saint-Josse-Ten-Noode de toute modification, suspension, résiliation de la police et à n'en faire usage que 30 jours après la notification ainsi faite à l'administration communale par courrier recommandé. Le titulaire de l'emplacement devra communiquer à l'administration communale de Saint-Josse-Ten-Noode une copie certifiée conforme de la police avant toute occupation des lieux; le fonctionnaire de l'administration communale de Saint-Josse-ten-Noode pourra - à tout moment - exiger qu'une copie lui soit montrée.

Article 38 - Personnel communal

Pour l'application du présent règlement, les titulaires d'un emplacement devront se conformer aux instructions données par les personnes ou fonctionnaires désignés par le Collège.

CHAPITRE 3. DISPOSITIONS FINALES

Article 39 - Compétence du placier

Le placier a le pouvoir de contrôler les documents démontrant l'autorisation et l'identité des personnes qui exercent une activité ambulante.

Il a également les pouvoirs les plus étendus visant à organiser le marché public en exécution du présent règlement ou des délibérations du Collège.

Article 40 - Taxe sur l'occupation du domaine public à l'occasion des marchés

La taxe pour occuper un emplacement sur un marché fait l'objet d'un règlement taxe particulier. Les occupants d'un tel emplacement sont tenus au paiement de la taxe conformément à ce règlement. Le(s) éventuel(s) marchand(s) ambulant(s) désigné(s) par le Collège pour assurer le placement de leurs collègues sur le marché bénéficiera(ont) de l'exonération du droit de place.

Article 41 - Entrée en vigueur du présent règlement

Le présent règlement est envoyé au Service Public Régional de Bruxelles - Bruxelles Economie et Emploi (Pl. Saint-Lazare 2, 1035 Bruxelles à 1035 Bruxelles) dans le mois qui suit son adoption et entre en vigueur le cinquième jour qui suit sa publication.

Reglement betreffende ambulante activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein ; wijziging

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;
Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante- en kermisactiviteiten, inzonderheid artikelen 8 tot 10, en latere wijzigingen ;
Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten, inzonderheid artikelen 23 tot 44, en latere wijzigingen ;
Gelet op het Ministerieel besluit van 21 november 2014 houdende delegatie van bevoegdheid en handtekening inzake de toepassing van de normen betreffende de toegang tot het beroep aan de ambtenaren-generaal van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid artikel 2 punt 1° ;
Gelet op het besluit van 14 december 2023 tot vereenvoudiging van de regels inzake toegang tot het beroep ;
Gelet op het Koninklijk besluit van 08 september 2019 tot vaststelling van Boek 1 betreffende de elektrische installaties op laagspanning en op zeer lage spanning, Boek 2 betreffende de elektrische installaties op hoogspanning en Boek 3 betreffende de installaties voor transmissie en distributie van elektrische energie ;
Gelet op het Koninklijk besluit van 13 juli 2014 betreffende levensmiddelenhygiëne en latere wijzigingen ;
Gelet op de Ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen en latere wijzigingen ;
Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen, en latere wijzigingen ;
Gelet op het Ministerieel besluit van 14 september 2017 dat de soorten plastic zakken nader omschrijft die afwijken van het gebruiksverbod van de plastic zakken voor eenmalig gebruik bedoeld in artikel 4.6.2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen ;
Gelet op het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement voor alle 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 9 september 2020 ;
Overwegende dat krachtens artikel 8, § 1, van de wet van 25 juni 1993 de organisatie van ambulante- en kermisactiviteiten op de openbare markten en kermissen wordt geregeld door een gemeentelijk reglement ;
Overwegende dat krachtens artikel 9, § 1 van de wet van 25 juni 1993 de organisatie van ambulante- en kermisactiviteiten op het openbare domein, buiten de openbare markten en kermissen, wordt vastgelegd door een gemeentelijk reglement ;
Overwegende dat de Gemeente een register van de aanvragen moet bijhouden, de standplaatsen met abonnementen moet toewijzen en alle maatregelen dient te nemen van opschorting of intrekking van vergunningen ;
Overwegende de problematiek in verband met het afval veroorzaakt door de markten ;
Overwegende de nieuwe hervorming betreffende de ambulante activiteiten en de toegang tot het beroep ;
Overwegende dat de wijk "Brabant-Noord-Sint-Lazarus" het voorwerp uitmaakt van een Stadsvernieuwingscontract (SVC) goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 23 november 2017 ;
Overwegende dat dit SVC met name voorziet in de oprichting van een wekelijkse markt op de Sint Lazarus Esplanades ;
Overwegende dat het College op 19 november 2022 een ontwerpovereenkomst heeft ondertekend met Hub.Brussels om dit project tot stand te brengen ;
Overwegende dat de Gemeente dit project heeft geconcretiseerd door een besluit aan te nemen tijdens de Gemeenteraad van 27 september 2023, waarin werd bepaald dat

de nieuwe markt in de Noordwijk elke zaterdag zou worden gehouden ;
Overwegende dat dit project voor een nieuwe markt tijdens de winterperiode in wacht was gezet, met name vanwege een gerechtelijke procedure die door de VZW Vereniging van de Handelaars van de Brabantstraat (ACRB) was gestart bij de Rechtbank van Eerste Aanleg;
Overwegende dat de marktdag werd veranderd naar dinsdag bij beraadslaging van de Gemeenteraad van 15 november 2023, maar niet werd gehouden vanwege een gebrek aan beschikbare marktkeuzers ;
Overwegende dat de eerste editie van de nieuwe zaterdagmarkt in de Noordwijk werd gehouden op zaterdag 18 november 2023 ;
Overwegende dat de Gemeente de rechtsdeurwaarder Mormal opdracht had gegeven om de impact van deze markt op de mobiliteit en activiteit van de handelaars die lid zijn van de ACRB, partij bij de eerder genoemde gerechtelijke procedure, te onderzoeken;
Overwegende dat uit het proces-verbaal van vaststelling van 18 november 2023 blijkt dat deze impact minimaal is: de Brabantstraat blijft vrij toegankelijk, met uitzondering van de toegang via het Rogierplein, de standhouders verkopen voornamelijk producten die verschillen van de producten die door de betrokken handelszaken worden verkocht en deze laatste waren allemaal open op 18 november 2023 ;
Overwegende dat de eerste editie van de markt in de Noordwijk een groot succes was;
Overwegende de petitie die door 600 bewoners werd ondertekend ten gunste van een nieuwe zaterdagmarkt in de Noordwijk ;
Overwegende tevens het proces-verbaal van 29 november 2023 van de vergadering tussen de Gemeente en de ambulante handelaars, waaruit blijkt dat laatstgenoemden steeds meer bereid zijn om op zaterdag een markt te organiseren in de Noordwijk ;
Overwegende dat het doel van de wijziging van het reglement is om de hervorming te integreren en de dag van de markt in de Noordwijk te wijzigen door deze vast te leggen op zaterdag ;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen ;
Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen ;
Gelet op de omzendbrief van 8 september 2016 met betrekking tot de hervorming van het administratief toezicht ;
Gelet op het reglement betreffende de ambulante activiteiten op de markten en op het openbaar domein van 17 december 2007 en latere wijzigingen ;
Overwegende de overdracht van het project op 27 maart 2024 aan de Minister belast met Economische Transitie en Wetenschappelijk Onderzoek Mevrouw Barbara Trachte ;
Overwegende dat een advies werd uitgebracht door de voornoemde Minister op 3 april 2024 en dat deze opmerkingen werden geïntegreerd in het reglement ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;
Beslist : Om het reglement betreffende de ambulante activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein te wijzigen als volgt :

HOOFDSTUK 1. ORGANISATIE VAN AMBULANTE ACTIVITEITEN OP DE OPENBARE MARKTEN

Artikel 1 – Definities

Markt :

Een « markt » is een manifestatie die ingericht werd of vooraf toegestaan door de Gemeente, die in de openbare ruimte op vastgestelde plaatsen en tijdstippen personen verenigt die er producten en diensten verkopen.

Handelaar :

1° Wordt beschouwd als een « vaste handelaar » de onderneming die een ambulante activiteit uitvoert en houder is van een vaste standplaats die haar werd toegekend voor een onbepaalde duur.

2° Wordt beschouwd als een "gelegenheidshandelaar": de onderneming die een ambulante activiteit uitvoert, die occasioneel op de markten staat en aan wie een losse standplaats wordt toegekend volgens de beschikbaarheid van de markt.

3° Wordt beschouwd als een "handelaar - standwerker": de onderneming die een ambulante activiteit uitvoert, van wie de activiteit uitsluitend bestaat uit de verkoop van producten of diensten waarvan zij de kwaliteit aanprijst en het gebruik uitlegt, door middel van argumenten en/of demonstraties gericht op een betere bekendheid bij het publiek om zodoende de verkoop ervan te promoten.

Onderneming:

Een "onderneming" is elke organisatie vermeld in artikel I.1 van het Wetboek van economisch recht die verplicht is zich in te schrijven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen overeenkomstig artikel III.16 van het Wetboek van economisch recht.

Privé-gebruik :

Privé-gebruik vormt een uitzondering op het publieke karakter van het domein. Daaruit volgt dat er steeds een uitdrukkelijke toelating vereist is. De toelatingen om het publieke domein tijdelijk voor privédoeleinden te gebruiken, worden op preciaire en herroepbare basis toegekend.

Iedere bezetting van de openbare ruimte bedoeld in dit reglement moet vooraf worden goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node.

Artikel 2 – Plaatsen, dagen en uren van de markten

De Gemeente organiseert de volgende openbare markten op het openbaar domein :

1. NAAM : **Markt van het Sint-Joostplein**

PLAATS : Tweekerkenstraat en Sint-Joostplein op de esplanade gelegen tussen de Tweekerkenstraat.

DAG : Donderdag

UREN :

- Vertrek van de voertuigen die niet deelnemen aan de verkoop : om 6u
- Aankomst van de vaste handelaars : om 6u
- Plaatsing van de gelegenheidshandelaars : om 8u
- Opening van de verkoop voor het publiek : om 9u
- Sluiting van de verkoop voor het publiek : om 14u30
- Vertrek van de ambulante handelaars : om 15u

2. NAAM : **Markt Noordwijk**

PLAATS : Sint-Lazarusplein, Victoria Regina Square, Brabantstraat, Karel Rogier Doorgang en Tunnel Noordplein

DAG : Zaterdag

UREN :

- Vertrek van de voertuigen die niet deelnemen aan de verkoop : om 6u
- Aankomst van de vaste handelaars : om 6u
- Plaatsing van de gelegenheidshandelaars : om 8u
- Opening van de verkoop voor het publiek : om 9u
- Sluiting van de verkoop voor het publiek : om 14u30
- Vertrek van de ambulante handelaars : om 15u00

Het is verboden om op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node een « markt » op te

richten, te organiseren of te houden, behalve op de plaatsen, dagen en uren aangeduid door dit reglement of door het College van Burgemeesters en Schepenen van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node.

Artikel 3 — Plan en specialisaties van de markten

Openbare markten zijn voorbehouden voor de verkoop, te koop aanbieding of uitstalling met het oog op de verkoop van producten en/of diensten, behalve wanneer het diensten betreft die behoren tot beroepen waarvan de activiteiten onderworpen zijn aan door de overheid goedgekeurde deontologische regels

Het College van Burgemeester en Schepenen is belast met het goede verloop van de markt. Het College :

- Hecht zijn goedkeuring aan het plan van de markten ;
- Hecht zijn goedkeuring aan de eventuele specialisaties van de standplaatsen ;
- Hecht zijn goedkeuring aan de eventuele technische specificaties van de standplaatsen ;
- Kan het aantal standplaatsen voorbehouden voor de verkoop van bepaalde producten beperken ;
- Kan zones voorzien bestemd voor bepaalde producten ;
- Kan de categorieën van producten bepalen die worden aanvaard op de markten.

Overeenkomstig het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie en de Franse gemeenschapscommissie, betreffende de openbaarheid van bestuur in de Brusselse instellingen, kan dit plan worden geraadpleegd bij de dienst Middenstand tijdens de kantooruren.

Het College kan de locatie van de standplaatsen wijzigen wanneer het belang van de markt dit rechtvaardigt. Eveneens kan het standplaatsen tijdelijk en zonder voorafgaande kennisgeving of vergoeding verwijderen in functie van dwingende noden van openbaar belang. Bij wijze van voorbeeld, maar niet beperkend, kunnen deze noden zijn :

1. De uitvoering van privé-, openbare-, gemeentelijke en andere werken en— *a fortiori*- werken die een onmiddellijke en onvoorziene executie vereisen om redenen van volksgezondheid en veiligheid of op grond van een politiebevel;
2. Iedere uitvoering van maatregelen van algemeen belang of wegens overmacht

Tijdens de uitvoering van bouwplaatsen en/of kermessen kan het College, in functie van de beschikbare openbare ruimte, een markt geheel of gedeeltelijk verplaatsen naar de onmiddellijke omgeving van de gebruikelijke locatie. Tijdens deze verhuizing worden vaste handelaars toegelaten in volgorde van anciënniteit van aanwezigheid op de betrokken markt, zonder dat de overtollige handelaars aanspraak kunnen maken op een vergoeding.

Voor gevallen waarin het reglement niet voorziet, wordt een besluit genomen door de bevoegde

gemeentelijke overheid binnen de grenzen van de wetgeving.

Artikel 4 – Voorwaarden betreffende de toekenning van standplaatsen.

§1. Een standplaats op de openbare markt kan enkel worden toegewezen :

- Aan bedrijven ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen ;
- de verantwoordelijken voor occasionele verkoopacties zonder commercieel karakter, met een menslievend, sociaal, cultureel, educatief, sportief doel of met als doel de verdediging en promotie van de natuur, de dierenwereld, de ambacht of streekproducten,

naar behoren toegestaan in overeenstemming met de bepalingen van artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten. De verantwoordelijken dienen in het bezit te zijn van een vergunning afgeleverd door de Gemeente.

§2. Een ambulante handelaar mag maximaal één standplaats verkrijgen op dezelfde markt.

Artikel 5 — Verhouding vaste standplaatsen —standplaatsen op dagbasis.

De standplaatsen op de openbare markt worden toegewezen :

- hetzij op vaste basis (maximum 95 % van het totaal aantal standplaatsen)
- hetzij op dagbasis (minimum 5 % van het totaal aantal standplaatsen).

Van de standplaatsen die vast worden toegewezen wordt prioriteit gegeven aan standwerkers ten belope van /of van het totaal aantal standplaatsen van de markt.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan voor elke markt een maximum aantal standplaatsen vaststellen dat voor een bepaald type product wordt voorbehouden.

Artikel 6 — Toewijzingsregels voor standplaatsen op dagbasis (gelegenheidshandelaars)

§ 1. De dagelijks toegewezen standplaatsen kunnen, indien nodig, worden toegewezen volgens hun specialisatie, hetzij in chronologische volgorde van aankomst op de markt, hetzij door loting.

Indien het niet mogelijk is de volgorde te bepalen waarin meerdere kandidaten op de markt aankomen, worden de standplaatsen toegewezen door loting.

§2. De handelaars kunnen zich op de door het College van Burgemeester en Schepenen vastgestelde tijdstippen melden voor de plaatsing van gelegenheidshandelaars en een standplaats toegewezen krijgen binnen de beperking van de beschikbare plaatsen of eventueel op een niet gebruikte standplaats van een vaste verkoper die niet bezet is op het reglementaire uur. In dat geval zullen de personen of ambtenaren aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen rekening houden met de specialisatie uitgeoefend door de aanvrager.

Een vaste handelaar, die om de in de artikelen 9 en 11 genoemde redenen moet worden geschorst, mag niet als gelegenheidshandelaar deelnemen aan één van de openbare markten voor de duur van de schorsing van zijn vaste standplaats.

Een handelaar die gebruik wenst te maken van gasinstallaties zal geen enkele occasionele standplaats

toegewezen krijgen, tenzij hij aan de marktmeester een conformiteitsattest van hun gasinstallaties van minder dan een jaar oud kan voorleggen, afgeleverd door een erkende keuringsinstantie. Elke handelaar die een mobiele gasfles op de markt wil gebruiken, moet zich uitrusten met een operationele poederblusser.

Een dergelijke locatie mag enkel worden toegewezen in overeenstemming met de door de DBDMH

opgelegde verplichtingen (<https://be.brussels/dbdmh/een-evenement-organiseren>);

Artikel 7 —Toekenningsregels voor vaste standplaatsen op de openbare markten.

§1 Beschikbaarheid en kandidaatstelling voor vaste standplaats

Indien een vast toe te kennen standplaats beschikbaar is, wordt dit aangekondigd door de publicatie van een bekendmaking op het gemeentelijke aanplakbord en via de website van de Gemeente.

De aanvragen kunnen ingediend worden als gevolg van een bekendmaking van beschikbaarheid of op ieder ander moment.

Ze moeten worden ingediend hetzij per aangetekende brief tegen ontvangstbewijs, hetzij per persoonlijk overhandigde brief tegen ontvangstbewijs, hetzij per e-mail tegen ontvangstbewijs naar één van de adressen vermeld in § 3 van dit artikel.

§ 2 Spontane kandidaturen

De kandidaturen kunnen op ieder moment spontaan worden ingediend.

Om geldig te zijn, moeten kandidaturen aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1) worden verzonden :
 - hetzij per aangetekende brief tegen ontvangstbewijs naar het in § 3 bedoelde adres ;
 - hetzij per persoonlijk overhandigde brief tegen ontvangstbewijs ;
 - hetzij per e-mail met ontvangstbewijs naar het adres bedoeld in § 3.
- 2) de volgende inlichtingen en bijgevoegde documenten bevatten:
 1. de naam, de voornaam, het adres, het telefoonnummer en het e-mailadres van de onderneming, evenals haar inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
 2. het rijksregisternummer en een kopij van de identiteitskaart (voor- en achterkant) van de zaakvoerder ;
 3. een kopie van de bijgewerkte statuten van de onderneming ;
 - 4° het integrale uittreksel met de gegevens van de onderneming afgeleverd door de Kruispuntbank van Ondernemingen (met vermelding van de ambulante activiteit(en)), desgevallend een BTW-nummer ;
 - 5° de vermelding van de gewenste markt en/of marktdag ;
 - 6° de lijst en de aard van het/de te koop aangeboden product(en) en/of dienst(en) of eventueel de vermelding "standwerker";
 - 7° indien vereist de vergunning van het FAVV in geval van verkoop van voedingswaren;
 - 8° de inschrijving van de winkelvrachtwagen en/of de aanhangwagen bij de verkoop van vis, vlees en afgeleide producten ;
 - 9° het gebruikte type materiaal (marktkraam, parasols, winkelvrachtwagen, aanhangwagen, ...) en de afmetingen van deze laatste ;
 - 10° het gelijkvormigheidattest in geval van gebruik van elektriciteit- en/of gasinstallaties;
 - 11° bij een seizoensgebonden activiteit: de vermelding van de gewenste activiteitsperiode ;
 - 12° de gewenste oppervlakte ;
 - 13° een recente foto van het marktkraam ;

Indien de bovengenoemde formaliteiten niet worden nageleefd, wordt de aanvraag niet in behandeling genomen.

Na ontvangst van de aanvraag wordt onmiddellijk een ontvangstbevestiging naar de kandidaat gestuurd met vermelding van het registratienummer en het recht van de kandidaat om het kandidaatsregister te raadplegen.

§ 3. Correspondentie

Voor de toepassing van dit reglement dienen brieven en kennisgevingen verplicht te worden verzonden naar volgend adres :

- 1° Gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node, Dienst Middenstand,
Tweekerkenstraat 131, 1210 Sint-Joost-ten-Node ;
- 2° Of per mail naar volgend adres : middenstand@sjtn.brussels

§ 4. Register van de kandidaten

Alle kandidaturen worden bij hun ontvangst één na één in een register opgetekend. Kandidaten moeten hun kandidatuur bij de dienst Middenstand per gewone post en/of e-mail bevestigen om aan het begin van elk kalenderjaar en in ieder geval vóór 1 februari in het register te kunnen ingeschreven blijven. Deze bevestiging moet op dezelfde wijze als de aanvraag worden ingediend. Indien de aanvraag niet binnen de termijn wordt bevestigd, vervalt deze.

Overeenkomstig het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie en de Franse gemeenschapscommissie, betreffende de openbaarheid van bestuur in de Brusselse instellingen, kan dit register steeds worden geraadpleegd, op afspraak bij de dienst Middenstand tijdens de kantooruren.

§ 5. Rangorde van toewijzing van standplaatsen

Wanneer een vaste standplaats beschikbaar wordt, zullen de kandidaturen als volgt in het register gerangschikt worden met het oog op de toewijzing van de standplaats, rekening houdend met eventuele specialisaties:

- 1° aan de standwerkers voor zover men nog niet tot 5 % van het totaal aantal standplaatsen geraakt is ;
- 2° op basis van de kandidaturen, met een prioriteit voor de volgende categorieën:
 - a) aan de kandidaten die een aanvraag indienden ten gevolge van de afschaffing van de standplaats die ze bezetten op een van de markten van de Gemeente of indien de Gemeente een vooropzeg gegeven heeft ten gevolge van de afschaffing van een markt of een gedeelte van de standplaatsen ervan ;
 - b) aan de onderneming die een ambulante activiteit uitvoert en die een vaste standplaats heeft aangevraagd, “externe kandidaat” genoemd.

Standplaatsen worden binnen elke categorie toegewezen, waar nodig op basis van locatie en specialisatie, in chronologische volgorde van ontvangst van de aanvragen.

Als twee of meerdere aanvragen uit dezelfde categorie op hetzelfde ogenblik worden ingediend, dan zal de rangschikking als volgt plaatsvinden :

- a) afgezien van de categorie van externe kandidaten, wordt prioriteit gegeven aan de
aanvrager die het meeste anciënniteit heeft op de gemeentelijke markten;
als de
anciënniteit niet kan vastgesteld worden dan wordt de prioriteit bepaald
op basis van
loting;
- b) voor de externe kandidaten wordt de prioriteit bepaald door loting.

§ 6. Aankondiging van de toewijzing van standplaatsen

De toewijzing van de standplaats wordt meegedeeld aan de aanvrager:

- hetzij per aangetekende brief via de post tegen ontvangstbewijs ;
- hetzij per brief die persoonlijk wordt overhandigd tegen ontvangstbewijs ;
- hetzij per e-mail met ontvangstbewijs;

Een kopie van dit reglement zal bij het gunningsbesluit worden gevoegd van een standplaats bekendgemaakt aan de aanvrager

§ 7. Register van vast toegekende standplaatsen

Een plan of register wordt bijgehouden en vermeldt voor elke vast toegekende standplaats :

- 1° de naam, voornaam, het adres van de persoon of de tussenpersoon aan wie de standplaats werd toegekend ;
- 2° in voorkomend geval, de firmanaam van de rechtspersoon aan wie de standplaats werd toegekend en het adres van de maatschappelijke zetel ;
- 3° het ondernemingsnummer en desgevallend het BTW-nummer ;
- 4° de producten en/of diensten die te koop worden aangeboden ;
- 5° in geval van verkoop van voedingswaren het attest van het FAVV ;
- 6° in voorkomend geval, de hoedanigheid van de standwerker ;
- 7° de datum van toewijzing van de standplaats en de duur van het Gebruiksrecht ;
- 8° als de activiteit seizoensgebonden is, de activiteitsperiode;
- 9° de prijs van de standplaats, behalve als deze op een uniforme wijze werd vastgelegd ;
- 10° in voorkomend geval, de naam en het adres van de overdrager en de datum van overdracht.

Overeenkomstig het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie en de Franse gemeenschapscommissie, betreffende de openbaarheid van bestuur in de Brusselse instellingen, kan dit register steeds worden geraadpleegd, op afspraak bij de dienst Middenstand.

Artikel 8 – Duur van de vaste standplaats

Een vaste standplaats wordt toegekend voor een onbepaalde duur.

Artikel 9 – Opschorting van de vaste standplaats

De houder van een vaste standplaats kan de standplaats opschorten voor een voorzienbare periode van minstens een maand, als hij zich in de situatie bevindt dat hij zijn beroepsactiviteit niet kan uitoefenen:

- door ziekte of ongeval aangetoond door een medisch attest ;
- door een geval van overmacht naar behoren aangetoond ;
- om sociale reden naar behoren aangetoond.

De opschorting vangt aan op de dag dat de Gemeente geïnformeerd is van de onmogelijkheid en houdt op te bestaan ten laatste 5 dagen na de bekendmaking van de herneming van de activiteiten.

De houder van de standplaats recupereert zijn standplaats op het einde van de schorsingsperiode.

De opschorting houdt de opschorting in van de wederzijdse verplichtingen die voortvloeien uit het contract. Gedurende de periode van de opschorting, zal de standplaats op dagbasis toegewezen worden.

Aanvragen tot opschorting moeten aan de Gemeente worden bekendgemaakt per aangetekende brief tegen ontvangstbewijs, of per persoonlijk afgegeven brief tegen ontvangstbewijs, of per e-mail met ontvangstbewijs, vergezeld van alle bewijsstukken.

Artikel 10 – Afstand doen van de vaste standplaats

De houder van de vaste standplaats kan hiervan afstand doen :

- 1° na het stopzetten van de ambulante handelsactiviteiten, door middel van een vooropzeg van minstens 30 dagen ;
- 2° als hij definitief niet in staat is zijn activiteit uit te oefenen om de redenen vermeld in artikel 9 van dit reglement. In dat geval is geen opzegging verschuldigd.

Aanvragen tot opschorting van een vaste standplaats bedoeld in artikel 9 van dit reglement en aanvragen van opzegging bedoeld in dit artikel worden gemeld aan de dienst Middenstand, hetzij per aangetekende brief tegen ontvangstbewijs, hetzij per overhandigde brief tegen ontvangstbewijs; hetzij per e-mail tegen ontvangstbewijs op het adres bedoeld in artikel 7§3.

Artikel 11 –Sancties

Onverminderd de toepassing van de sancties voorzien door andere wetten, decreten, verordeningen of reglementen, geeft elke inbreuk op dit reglement het College van burgemeester en schepenen het recht om de toelating om een site te betreden op te schorten voor een periode van 1 tot 3 maanden, en in het bijzonder in de volgende gevallen :

- 1° in geval van herhaaldelijke niet-betaling of laattijdige betaling van het standgeld ;
- 2° in geval van faillissement ;
- 3° in geval van afwezigheid gedurende drie opeenvolgende weken zonder de Gemeente of de marktmeester hiervan voorafgaand op de hoogte te brengen of gedurende de eerste week van afwezigheid ;
- 4° in geval van afstaan van een vaste standplaats aan een derde zonder aan de voorwaarden gestipuleerd in artikel 14 van onderhavig gemeentelijk reglement te voldoen ;
- 5° het verkopen van andere goederen dan deze die op het gunningsbesluit van de vaste standplaats vermeld zijn ;
- 6° verstoring van de openbare orde of dronkenschap ;
- 7° indien een marktkraam niet voldoet aan de hygiëne- en veiligheidsnormen ;
- 8° indien de handelaar plastic wegwerpzakken uitdeelt aan zijn klanten ;
- 9° indien de Gemeente ter plaatse moet vaststellen dat er niet wordt schoongemaakt en dat kisten, kratten, verpakkingen, leeggoed en afval van welke aard ook worden achtergelaten ;
- 10° voor de handelaars in voedingswaren, bij een schorsing of intrekking van de vergunning afgeleverd door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen. De schorsing of de intrekking wordt onmiddellijk van kracht ;
- 11° niet-naleving van de wettelijke bepalingen inzake bescherming van de consumenten ;
- 12° weigeren zich te schikken naar het uitdrukkelijk bevel van de politiediensten, de marktmeesters, of de gemeenschapswachten;
- 13° in geval van niet-naleving van de bepalingen van dit reglement.

Overtredingen van dit reglement worden vastgesteld door de marktmeester.

Na de eerste vaststelling wordt een schriftelijke waarschuwing gegeven aan de handelaar die in gebreke blijft, tenzij de personen of ambtenaren aangewezen door het College van oordeel zijn dat de aangeklaagde feiten van dien aard zijn dat zij onmiddellijk een rapport aan het College vereisen.

De tweede vaststelling van dezelfde handelaar die in gebreke blijft, zal het voorwerp uitmaken van een rapport aan het College voor een besluit tot opschorting of intrekking van de vaste standplaats.

Het besluit tot opschorting of intrekking wordt ter kennis gebracht per aangetekende brief met ontvangstbevestiging of per e-mail tegen ontvangstbevestiging. Bovendien kan van elke handelaar die de wettelijke voorschriften en/of dit reglement niet naleeft of weigert na te leven, zijn uitrusting, voertuig, kraam en/of goederen op eigen risico en op eigen kosten worden verwijderd door optreden van de politiediensten.

Indien de handelaar de feiten wenst te betwisten, kan hij binnen de 5 werkdagen beroep aantekenen ofwel

- per aangetekende brief met ontvangstbewijs bij het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node, Middenstand Dienst, Tweekerkenstraat 131, 1210 Sint-Joost-ten-Node ;
- per persoonlijk overhandigde brief tegen ontvangstbewijs ;
 - per e-mail naar het volgende adres (tegen ontvangstbewijs): middenstand@sjtn.brussels

Bij herhaling kan het College van Burgemeester en schepenen de ambulante handelaar permanent uitsluiten.

In geval van geweldpleging van een ambulante handelaar tegen een derde nodigt het College van Burgemeester en Schepenen de ambulante handelaar per aangetekende brief uit om zich te melden op zijn eerstvolgende vergadering. Na de handelaar op deze vergadering gehoord te hebben, kan het College de handelaar onmiddellijk en definitief uitsluiten van alle markten en locaties op het openbaar domein van Sint-Joost. Dit besluit wordt per aangetekende brief medegedeeld. In afwachting van deze beslissing van het College kan de handelaar die zich schuldig heeft gemaakt aan geweldpleging tijdelijk worden uitgesloten van alle markten en locaties op het openbaar domein van Sint-Joost.

In geval van schorsing of uitsluiting blijven de eventueel door de ambulante handelaar betaalde bedragen eigendom van het Gemeentebestuur en kan geen schadevergoeding worden gevorderd.

Artikel 12 – Seizoensgebonden ambulante handelsactiviteiten

Een seizoensgebonden activiteit is een activiteit die steunt op producten of diensten die, door hun aard of traditie, enkel gedurende een bepaalde periode van het jaar verkocht worden.

De vaste standplaatsen die worden toegekend voor de uitoefening van bovenvermelde activiteiten

worden gedurende de periode van niet-activiteit geschorst.

Gedurende de periode van niet-activiteit worden deze standplaatsen op dagbasis toegekend.

Artikel 13 – Personen die gemachtigd zijn om standplaatsen te bezetten

De standplaatsen op de openbare markten die werden toegewezen aan de personen aangeduid in artikel 4, mogen worden ingenomen door natuurlijke personen die voor rekening van de onderneming ambulante activiteiten verrichten.

§1. De standplaats die werd toegewezen aan een standwerker mag eveneens worden ingenomen door de standwerker aan wie het recht op tijdelijk gebruik van de standplaats werd onderverhuurd overeenkomstig artikel 36 en door de natuurlijke personen die de ambulante activiteit voor rekening van deze laatste uitvoeren.

§2 Personen die niet-commerciële activiteiten uitoefenen in het kader van de verrichtingen bedoeld in artikel 7 van het voornoemde koninklijk besluit van 24 september 2006 mogen de standplaats bezetten die is toegewezen aan de verantwoordelijke voor de verrichting. In voorkomend geval mogen ze deze bezetten

zonder de aanwezigheid van de verantwoordelijke.

Ambulante handelaars mogen de markt niet verlaten tot het officiële einde van de markt, maar in uitzonderlijke omstandigheden kan een afwijking worden toegestaan.

Artikel 14 – Overdracht van de standplaats

De overdracht van een toegewezen standplaats is toegestaan wanneer de overnemer :
1° ingeschreven is bij de Kruispuntbank van Ondernemingen ;
2° de specialisatie van de overdrager op de overgedragen standplaats voortzet, tenzij de gemeente of de concessiehouder een wijziging van specialisatie toestaat;
3° de bepalingen van dit reglement naleeft.

De plaats mag ten vroegste een jaar na de overdracht opnieuw worden overgedragen, enkel met de uitdrukkelijke toestemming van de gemeente of de concessiehouder.

De verkrijger mag het overgedragen standplaats slechts innemen indien de gemeente of de concessiehouder heeft vastgesteld dat :

- 1° aan de voorwaarden, vermeld in het 1ste en 2de lid, werd voldaan ;
- 2° het College vooraf heeft ingestemd met de overname van de betreffende plaats;
- 3° na de overname de onderneming van de overnemer niet meer dan één standplaats per markt mag hebben, voor alle markten die binnen de Gemeente worden gehouden.

Bij een onregelmatige overdracht wordt de vaste standplaats bij beslissing van het College onmiddellijk en definitief aan de houder ervan ontnomen.

Artikel 15 - Uurroosters

1. Verkeer :

Alle verkeer op de marktzone is verboden tussen 06u00 en 15u00 in de perimeter van de markt van het Sint-Joostplein en tussen 06u00 en 15u00 in de perimeter van de markt van de Noordwijk, behalve voor interventie van de hulpdiensten en uitgezonderd voertuigen bestemd voor de verkoop op de markt overeenkomstig de volgende paragrafen.

2. Installatie :

De vaste handelaars krijgen pas twee uur vóór de opening van de markt toegang tot de marktzones met hun voertuigen om te lossen en hun marktkramen op te stellen, op voorwaarde dat de politiediensten de vereiste signalisatie hebben geplaatst, hetzij :

- Voor de markt in de Noordwijk: om 06u00
- Voor de markt op het Sint-Joostplein : om 06u00

Het College zal eventueel, in het belang van de organisatie van de markten, een verschillend aankomstuur kunnen opleggen aan bepaalde handelaars. De vaste handelaars moeten klaar zijn bij het opengaan van de markten. Ze moeten het lossen, het opstellen van de marktkraam en de installatie van de eventuele winkelvrachtwagen dus hebben beëindigd en elk voertuig dat niet in de marktzone mag parkeren, hebben verplaatst. De standplaats van de vaste handelaars wordt gereserveerd totdat de markt opengaat. Daarna zal de niet-ingenomen standplaats of het niet-ingenomen deel van de standplaats onder leiding van de persoon of de ambtenaar aangeduid door het College, voor die dag aan gelegenheidshandelaars worden toegewezen.

De gelegenheidshandelaars moeten om 08u00 aanwezig zijn voor de loting voor de markt van het Sint-Joostplein. Voor de markt van de Noordwijk is de aanwezigheid vereist om 08u00.

De gelegenheidshandelaars moeten het lossen hebben beëindigd en elk voertuig dat niet in de marktzone mag parkeren, hebben verplaatst :

- a) op de markt van de Noordwijk vóór 09u00
- b) op de markt van het Sint-Joostplein: vóór 09u00

Overeenkomstig artikel 2 van dit reglement gelden bovenvermelde uurroosters

onverminderd het voorrecht van het College om te voorzien in andere locaties en/of tijdstippen van de markten.

3. Vrijmaken van de standplaatsen :

De marktzone moet volledig vrij zijn :

- a) op de markt van de Noordwijk vanaf 14u30 en ten laatste om 15u00 ;
- b) op de markt van het Sint-Joostplein vanaf 14u30 en ten laatste om 15u00.

Handelaars mogen hun locatie niet opgeven en de markt tijdens de markturen verlaten, tenzij in uitzonderlijke omstandigheden naar behoren gemotiveerd, en in alle gevallen, na akkoord van de persoon of de ambtenaar aangeduid door het College.

Artikel 16 : Diepte van de standplaatsen en toegestaan materiaal

Buiten de afwijkingen die het College toestaat voor de verkopers van planten, bloemen, fruit en groenten, zijn de standplaatsen maximaal 4 meter diep.

Geen enkel product mag buiten de voormelde diepte en de aangewezen lijn voor de vrachtwagens (zonder luifels) en marktkramen worden uitgesteld of te koop worden aangeboden.

Geen enkel materiaal – reclamebord, statafel, gewicht enz. – mag buiten de voormelde diepte en de aangewezen lijn voor de vrachtwagens (zonder luifels) en marktkramen worden opgesteld. Enkel de ondernemingen die etenswaren te koop aanbieden, mogen statafels plaatsen.

Artikel 17 – Indeling van de openbare markt

De plaatsen worden uitgedrukt in strekkende meters volgens de individuele ligging van iedere markt.

De afstand tussen de ambulante handelaars geplaatst in parallelle rijen zal conform moeten zijn met de eisen van de veiligheidsdiensten.

De ambulante handelaars dienen de plaatsen die hun worden toegekend, en de vrije doorgang van de klanten in de gangen te eerbiedigen.

De uitstallingen mogen de grenzen niet overschrijden die door de concessiehouder of door zijn aangestelde werden bepaald.

Het is de ambulante handelaars verboden :

- om binnen de kramen zeilen of schermen van welke aard ook, aan te brengen die het
zicht op de omliggende kramen belemmert. De ondernemingen waar zij voor staan moeten zichtbaar blijven ;
- om vooraan de kramen goederen te plaatsen die de kledij van de voorbijgangers kunnen
besmeuren ;
- om de kramen in de lengte of in de breedte uit te breiden door toevoeging van
verlengsels ;
- om haken in de grond te slaan ;
- om de delen van de markt bedoeld voor het verkeer te versperren door goederen of
materieel ;
- om zich in zijn delen op te houden om klanten te ronselen ;

- om dekzeilen te hebben die minder dan 2,20 m. hoog zijn vanaf de grond

Voor het overige moeten ambulante handelaars de bevelen van de concessiehouder of zijn aangestelde opvolgen.

HOOFDSTUK 2. BEPALINGEN BETREFFENDE DE ORGANISATIE VAN OPENBARE MARKTEN EN AMBULANTE ACTIVITEITEN OP HET OPENBARE DOMEIN

Artikel 18 – Definities.

§1/ Voor de toepassing van dit reglement wordt onder "ambulante activiteit" het volgende

verstaan: de verkoop, het te koop aanbieden of uitstallen met het oog op de verkoop van

producten en bijkomstig van diensten, aan de consument, door een ambulante handelaar buiten de vestigingen vermeld in zijn inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen of door een persoon die niet over een dergelijke vestiging beschikt.

In onderhavig reglement wordt met "mobiel verkoopmiddel" bedoeld : foodtrucks en servicetrucks (= soort van ambulante en op ieder ogenblik verplaatsbaar transportmiddel);

restaurant-trailers (= wegvoertuig zonder motor, dat wordt gesleept door een trekker en dat op

een bepaald moment wordt gestationeerd en later in de dag weer wordt weggehaald);

handkarren. Deze lijst van mobiele verkoopmiddelen is niet exhaustief.

Artikel 19 – Uitsluitingen

Worden niet bedoeld in dit reglement :

- verkopen tijdens manifestaties die aan een ander gemeentereglement onderworpen zijn (rommelmarkten, braderijen, beurzen, enz.) ;
- ambulante activiteiten die niet aan het toepassingsgebied van het Koninklijk Besluit van 24/09/2006 (artikel 6 tot 12) onderworpen zijn.

Artikel 20 – Voorwaarden betreffende toewijzing en inname van de standplaatsen.

De personen die voldoen aan de voorwaarden tot het verkrijgen (cf. artikel 4) en innemen van de standplaatsen op de openbare markt (cf. artikel 13) kunnen standplaatsen op het openbaar domein verkrijgen en innemen.

Artikel 21 – Vereiste van identificatie in geval van uitoefening van ambulante activiteiten op het openbare domein.

§1. Elke persoon die een ambulante activiteit uitoefent op de openbare markten van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node moet zich identificeren met behulp van een leesbaar bord, dat goed zichtbaar op het kraam of voertuig moet worden aangebracht, indien hij de activiteit uitoefent in een kraam of een voertuig. Dit bord moet eveneens geïnstalleerd worden door de aangestelden indien ze alleen werken.

§2. Het bord bevat de volgende vermeldingen:

- 1° de naam van de onderneming die een ambulante activiteit uitoefent ;
- 2° de handelsnaam van de onderneming en/of de commerciële benaming ;

- 3° naargelang het geval, de gemeente waar de maatschappelijke zetel van de onderneming zich bevindt of, indien deze zich niet in België bevindt, het land en de gemeente waar deze zich bevindt ;
- 4° het inschrijvingsnummer in de Kruispuntbank van Ondernemingen (of de identificatie die deze vervangt als het om een buitenlandse onderneming gaat).

Artikel 22 – Definitieve opheffing van een standplaats

Er wordt een opzegging van één jaar gegeven aan de houders van de standplaatsen bij definitieve opheffing van een markt of een deel van de standplaatsen. Om dringende redenen zoals, maar zonder dat deze opsomming uitputtend is, de uitvoering van dringende openbare of private werken in het kader van de openbare gezondheid of veiligheid of meer algemeen ieder motief dat verband houdt met het algemeen belang, wordt deze termijn niet toegepast. Deze bepaling is van toepassing ongeacht het aantal standplaatsen waarop deze opheffing betrekking heeft. Deze beslissing geeft de vaste handelaar geen recht op een vergoeding.

Artikel 23 – Plaatswijziging

Bij een herindeling van de marktzone moet de standplaatshouder zijn marktkraam daaraan aanpassen, zijn winkelvrachtwagen verplaatsen of op een nieuwe plaats gaan staan die hem wordt aangewezen, door de personen of ambtenaren aangeduid door het College, zonder dat hij een vergoeding kan eisen.

Artikel 24 – Productcategorieën

De specialisaties die op de markt van het Sint-Joostplein mogen worden verkocht, worden onderverdeeld in de volgende categorieën :

1. Zoute of zoete eetwaren of “wereldspecialiteiten” voor onmiddellijke consumptie ;
2. Voedingsproducten :
 - ° zuivel, kaas en afgeleide producten ;
 - ° vlees, charcuterie, gepekelde producten, rauw gevogelte en afgeleide producten ;
 - ° vis en afgeleide producten ;
 - ° gebraden gevogelte en afgeleide producten ;
 - ° specerijen, kruiden, olijven, gedroogde vruchten ;
 - ° brood en gebak ;
 - ° suikergoed en koekjes ;
 - ° voedingsproducten "Biologische en/of gelabelde" ;
 - ° gespecialiseerde voeding (Italiaans, Turks ...) en andere voedingsproducten die niet in de vorige categorieën zijn opgenomen ;
 - ° fruit en groenten ;
3. Planten en bloemen ;
4. Confectiekleding voor mannen, vrouwen en kinderen o.a
 - ° Lingerie (ondergoed voor mannen, vrouwen en kinderen ; kousen, nachtkleding, badjassen, badpakken, panty's enz.) ;
 - ° Modeaccessoires (schoenen, handtassen, riemen, portefeuilles, juwelen, horloges, sjaals, wanten, hoofddeksels, paraplu's, zonnebrillen en verwante producten) ;
5. Accessoires en voeding voor dieren ;
6. Linnengoed (afwasbare en stoffen tafellakens, beddengoed, handdoeken enz.) ;
7. Parfum, cosmetica en verzorgingsproducten ;
8. Huishoudproducten en -elektro, gereedschap, elektrische, elektronische en computeraccessoires, gsm's ;
9. Vrije tijd (spelletjes, speelgoed, boek- en papierhandelproducten, schrijfbenodigdheden, inktbuisjes, cd's, dvd's en verwante producten);

10. Binnenhuisdecoratie ;
11. Sportartikelen ;
12. Merchandisingartikelen, afgeleide producten ;
13. Demonstraties ;
14. Dranken ter plaatse te benutten.

Op eenzelfde standplaats mogen geen producten uit verschillende categorieën worden verkocht. De vaste ondernemingen die levensmiddelen verkopen mogen echter ook producten van categorie 14 verkopen.

Als overgangsmaatregel zullen de handelaars die geldig gemachtigd werden om producten uit verschillende categorieën te verkopen, die machtiging verder blijven genieten ten persoonlijke titel. Bij de overdracht van de standplaats, heeft de overnemer geen recht op deze overgangsmaatregel en moet hij één categorie kiezen.

§2. De specialisaties die op de markt van de Noodwijk mogen worden verkocht, worden onderverdeeld in de volgende categorieën :

1. Zoute of zoete eetwaren of “wereldspecialiteiten” voor onmiddellijke consumptie ;
2. Voedingsproducten :
 - zuivel, kaas en afgeleide producten ;
 - vlees, charcuterie, gepekeld producten, rauw gevogelte en afgeleide producten ;
 - vis en afgeleide producten ;
 - gebraden gevogelte en afgeleide producten ;
 - specerijen, kruiden, olijven, gedroogde vruchten ;
 - brood en gebak ;
 - suikergoed en koekjes ;
 - voedingsproducten "Biologische en/of gelabelde" ;
 - gespecialiseerde voeding (Italiaans, Turks ...) en andere voedingsproducten die niet in de vorige categorieën zijn opgenomen ;
 - fruit en groenten ;
3. Planten en bloemen ;
4. Confectiekleding voor mannen, vrouwen en kinderen o.a
 - Lingerie (ondergoed voor mannen, vrouwen en kinderen ; kousen, nachtkleding, badjassen, badpakken, panty's enz.) ;
 - Modeaccessoires (schoenen, handtassen, riemen, portefeuilles, juwelen, horloges, sjaals, wanten, hoofddekseis, paraplu's, zonnebrillen en verwante producten) ;
5. Accessoires en voeding voor dieren ;
6. Linnengoed (afwasbare en stoffen tafellakens, beddengoed, handdoeken enz.) ;
7. Parfum, cosmetica en verzorgingsproducten ;
8. Huishoudproducten en -elektro, gereedschap, elektrische, elektronische en computeraccessoires, gsm's ;
9. Vrije tijd (spelletjes, speelgoed, boek- en papierhandelproducten, schrijfbenodigdheden, inktbuisjes, cd's, dvd's en verwante producten) ;
10. Binnenhuisdecoratie ;
11. Sportartikelen ;
12. Merchandisingartikelen, afgeleide producten ;
13. Demonstraties ;
14. Dranken ter plaatse te benutten.

Op eenzelfde standplaats mogen geen producten uit verschillende categorieën worden verkocht. De vaste ondernemingen die levensmiddelen verkopen mogen echter ook producten van categorie 14 verkopen.

(*) Product van de biologische landbouw, landbouwproductiemethode die voldoet aan de eisen van reglement (EG) nr. 834/2007 van 28 juni 2007 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten. Producten in omschakeling

naar biologische landbouw, producten met biologische ingrediënten en jacht- en visserijproducten, op voorwaarde dat deze laatste bereid zijn met 100% biologische ingrediënten, worden ook erkend als biologisch. Voor alle goederen die te koop worden aangeboden, moet de plaatshouder een bewijs van biologische certificatie van het product door een erkend organisme kunnen voorleggen.

Artikel 25 – Wijziging van product of dienst

De verkoop, zelfs tijdelijk, van een ander product of een andere dienst dan die waarvoor de standplaats is bestemd, is verboden.

Elke houder van een gemeentelijke vergunning die het product of de dienst wil wijzigen moet vooraf per aangetekende brief een vergunning aanvragen bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Als het verzoek wordt ingewilligd, moet de belanghebbende een eventuele verandering van standplaats aanvaarden.

Artikel 26 – Drankverkoop

Dranken moeten opgediend worden in statiegeldglazen of – bекers.

Artikel 27 – Beschadiging van de rijweg en verhoogde bermen

De exposanten mogen de wegverharding of verhoogde bermen niet beschadigen, onder meer door piketten, nagels, krammen of andere soortgelijke voorwerpen in de grond te slaan of om het even welke grondmarkering aan te brengen.

Het materiaal dat door de onderneming die een ambulante activiteit uitvoert wordt gebruikt, moet alle waarborgen betreffende stevigheid bieden om bestand te zijn tegen slechte weersomstandigheden, de drukte van de menigte en andere incidenten die inherent zijn aan de openbare markten.

Het is verboden dat de handelaars schade toebrengen aan de bloemenperken, aan de grasvelden en aan de voet van de bomen door er in het bijzonder materiaal te deponeren en/of er - zelfs tijdelijk - te parkeren: voertuigen en/of aanhangwagens

Het gewicht van alle mobiele verkoopmiddelen (cf. artikel 18), al dan niet geladen, is beperkt tot maximaal **3.500 kg** over het hele marktgebied.

Artikel 28 – Netheid en reiniging

§1. Het is strikt verboden voor de handelaars om goederen, kisten, lege kratten neer te zetten langs de aanpalende gebouwen van de markt.

§2. Overeenkomstig de artikelen van het Algemeen Politierglement met betrekking tot de netheid van de openbare ruimte, en in het bijzonder in overeenstemming met artikel 17, moet elke handelaar alle nodige maatregelen nemen om zijn standplaats en de onmiddellijke omgeving ervan op elk moment en in het bijzonder voor het verlaten van zijn standplaats in perfecte staat van netheid te houden. De handelaars blijven in elk geval verantwoordelijk voor de netheid van hun standplaats.

§3. De ambulante handelaar moet zorgen voor de verwijdering en de correcte opruiming van al het afval in naleving van de geldende reglementering inzake selectieve afvalsortering. Het is de handelaars verboden de markt te verlaten zonder kratten en afval van welke aard dan ook mee te nemen en zonder groenteresten,

papier, verpakkingen, enz. in voldoende stevige bakken te hebben verzameld.

§4. Ambulante handelaars die producten aanbieden om te proeven of die voedingsproducten verkopen die bestemd zijn voor onmiddellijke consumptie of die producten verkopen die afval kunnen veroorzaken op de markt, zijn verplicht om op hun standplaats afvalbakken te plaatsen die toegankelijk zijn voor het publiek. Zij moeten deze afvalbakken onderhouden en indien nodig legen.

§5. Alle afval, blikjes, karton, etensresten, papier en andere verpakkingen die rondslingeren op de grond van de standplaats of de onmiddellijke omgeving ervan, moeten door de handelaar worden opgeruimd en verwijderd voordat hij zijn standplaats verlaat. Het is strikt verboden etensresten of vloeistoffen als vet, olie, afvalwater enz. achter te laten aan de voet van bomen, op de voetpaden, de openbare weg, in de rioolputten en hagen.

§6. Bij niet-naleving van een van de verplichtingen zoals beschreven in de voorgaande alinea's, en meer bepaald wanneer de onderneming die een ambulante activiteit uitvoert haar standplaats of de onmiddellijke omgeving ervan bevuilt of bedekt met om het even welk afval achterlaat, worden de kosten om de standplaats te laten reinigen aan de in gebreke blijvende onderneming aangerekend, en dat onverminderd de toepassing van alle andere vastgelegde bepalingen in dit reglement, in het belastingreglement inzake openbare netheid van kracht op het gemeentelijk grondgebied of in het Algemeen politiereglement.

Artikel 29 – Verbod op het verdelen van plastic zakken voor eenmalig gebruik op openbare markten

De plastic zak voor eenmalig gebruik wordt gedefinieerd als een zak met een dikte van 50 micron

(μm) of minder en vervaardigd van materialen van fossiele of hernieuwbare oorsprong, met handvatten.

Het verdelen van plastic zakken voor eenmalig gebruik aan klanten is verboden voor alle zakken

bestemd voor de verpakking van goederen die in de verkoopruijme van ambulante handelaars

worden gebruikt, overeenkomstig artikel 4.6.2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke

Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen.

De plastic zakken voor eenmalig gebruik bestemd voor de verpakking van voedingswaren die in de

kleinhandel verkocht worden die vochtig zijn of vloeistoffen bevatten die kunnen vloeien, voor zover

de zak biogebaseerd en thuis composteerbaar is, overeenkomstig artikel 2§1 van het ministerieel

besluit van 14 september 2017 dat de soorten plastic zakken nader omschrijft die afwijken van het

gebruiksverbod van de plastic zakken voor eenmalig gebruik bedoeld in artikel 4.6.2 van het besluit

van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van

afvalstoffen en latere wijzigingen.

Artikel 30 – Hygiëne

De verkoop en het te koop aanbieden van goederen of diensten mag enkel plaatsvinden op openbare markten en op plaatsen van het openbare domein waarvoor vooraf toestemming werd verleend en uitsluitend tijdens de voor elk daarvan vastgestelde uren. Het is verboden om op de een of andere manier afbreuk te doen aan de hygiëne en gezondheid van de vervoerde voedingswaren die worden uitgesteld voor verkoop, te koop worden aangeboden of worden verkocht. Alle nodige maatregelen moeten worden genomen om vervuiling te voorkomen en de bewaring ervan te garanderen.

De ondernemingen die een ambulante activiteit uitvoeren dienen de geldende hygiënenormen na te leven en voor zichzelf strikt de netheidregels in acht te nemen. Ze waken er met name over om de bepalingen te respecteren vermeld in het Reglement (CE) nr. 852/2004 van 29 april 2004 van het Parlement en van de Raad van 29 april 2004 inzake levensmiddelenhygiëne en in het bijzonder hoofdstuk VIII van bijlage II « Persoonlijke hygiëne » alsook het K.B. van 13 juli 2014 betreffende de levensmiddelenhygiëne, en latere wijzigingen.

Artikel 31 – Eerlijkheid van verkoop

Binnen de beperkingen van normaal toelaatbare en diverse reclame volgens de aard van de te koop aangeboden producten mogen de ondernemingen die een ambulante activiteit uitvoeren en hun aangestelden niet op een buitensporige manier de aandacht trekken van het publiek. Daarbij is elk gebruik van een microfoon of geluidsinstallatie verboden, tenzij voor de demonstrateurs.

Artikel 32 – Verkoop van dieren

Overeenkomstig de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn van de dieren is de tentoonstelling, de levering, het te koop aanbieden van honden en katten op de markt verboden. De ambulante verkoop van andere levende dieren is onderworpen aan de goedkeuring van de Minister die de dierenbescherming in zijn bevoegdheden heeft, overeenkomstig het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verkoop van dieren.

Artikel 33 – Openbare orde

Het is verboden om de vrije handel te belemmeren en de openbare orde of de goede zeden op welke manier dan ook te verstoren, met inbegrip van de verkoop van producten van pornografische, racistische of xenofobische aard. Iedere vorm van aanklappen is eveneens verboden. Handelaars mogen niet in een staat van dronkenschap verkeren, noch onder invloed zijn van verdoovende middelen.

Artikel 34 – Doorgangen voor voertuigen van de hulpdiensten

Wanneer het College het plan van de markten vaststelt, moet het voorzien in doorgangen voor voertuigen van de hulpdiensten. Die doorgangen moeten altijd worden vrijgehouden. Bij een interventie van de nooddiensten moeten de ambulante handelaars alle nodige maatregelen nemen om hen onmiddellijk doorgang te verlenen; ze kunnen geen aanspraak maken op enige

schadevergoeding. Ze moeten zo zijn opgesteld dat de rijweg minimaal een vrije doorgang heeft van 4 meter. In geen geval mogen ambulante handelaars noch hun klanten de lanen van de markt belasten laat staan de doorgang van personen met beperkte mobiliteit bemoeilijken. Het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node wijst alle aansprakelijkheid af bij niet-naleving van deze normen.

Artikel 35 – Installaties

Elke vaste handelaar moet vooraf de uitdrukkelijke toestemming van het College vragen voor de installatie van een winkelvrachtwagen in plaats van een marktkraam. Met winkelvrachtwagen wordt bedoeld: het voertuig dat rechtstreeks voor de verkoop dient en daarvoor speciaal is ingericht. Dit voertuig moet binnen de standplaats blijven die aan de handelaar is toegekend en de aangewezen lijn voor de installaties bestemd voor verkoop volgen. De onderneming mag alleen transparante zeilen gebruiken om de naburige standplaatsen niet te verbergen. Het College zal de situatie soeverein beoordelen, rekening houdend met de eventuele gevolgen op de andere ondernemingen, de vlotte doorgang, de openbare veiligheid en de indeling van de markt.

Elke voetgangerszone moet een vrije doorgang bieden van minimum een aaneenliggende breedte van 1m50 en een minimale hoogte van 2m20.

Elke ambulante handelaar (vaste- of gelegenheidshandelaar) moet ervoor zorgen dat zijn installatie rustig wordt opgebouwd en dat deze geen geluidshinder voortbrengt. Tevens mag het gebruik van zijn standplaats de anderen geen schade kan berokkenen en geen gevaar zijn voor de veiligheid, gezondheid of openbare rust. De handelaars, die een elektrisch snoer over de grond gebruiken, zullen zorgen voor een veilige doorgang van de voetgangers en mindervaliden. De nadarafsluitingen, die dienen om de markt af te bakenen en te beveiligen, mogen onder geen enkel voorwendsel gebruikt of ontleend worden door de handelaars, zonder toelating.

Artikel 36 – Kookapparatuur en elektrische installaties

1. Kookapparatuur :

De kookapparaten en de afvoerleidingen die ermee in verbinding staan, moeten zo zijn geplaatst dat ze volkomen veilig zijn. Ze moeten op een sokkel of oppervlak in onbrandbaar en slecht warmtegeleidend materiaal worden geplaatst, op een gemakkelijk toegankelijke en goed verluchte plaats; ze staan zo ver mogelijk van de uitgangen. Gastoestellen moeten voldoen aan de

voorschriften van de Belgische normen en de ermee verbonden besluiten. Het gebruik van kooktoestellen is alleen toegestaan in installaties die speciaal daartoe werden uitgerust. Die installaties worden gecontroleerd door een geaccrediteerde instelling voor de norm NBN D51.006 volgens de voorgeschreven periodiciteit. Het certificaat moet ter beschikking worden gehouden bij controle. Een polyvalent blustoestel met halve bluseenheid in overeenstemming met de normen van de reeks NBEN-3 wordt geplaatst in elk markt kraam dat gebruikmaakt van kooktoestellen zoals frietketels, spitten, apparaten voor hotdogs, beignets, olieballen enz. Het wordt zo geplaatst dat het in alle omstandigheden toegankelijk is. Het wordt jaarlijks gecontroleerd door een bevoegde persoon van een gekwalificeerd bedrijf voor het onderhoud van draagbare blusapparaten (NBN S21050).

2. Elektrische installaties :

Alle door de handelaar gebruikte elektrische installaties zullen conform zijn met de relevante wetgeving en reglementen. De handelaar zal in geval van controle het inspectieverslag betreffende de wettelijke en verplichte inspectie van zijn toestellen ter beschikking houden. Alle toestellen voor drijfkracht en energiebronnen, zowel enkel draagbaar als vaste in een daarvoor aangepast voertuig, moeten voldoen aan de daarvoor wettelijk vastgestelde en in gebruik zijnde normen, opdat hun werking geen belemmering geven aan personen en opdat hun aanwezigheid geen aanleiding kan vormen tot brand. Bovendien moeten zo beveiligd zijn ten einde elk ongeval te vermijden. De aansluiting- en verbruikskosten voor elektriciteit vallen ten laste van de ondernemingen die een ambulante activiteit uitvoeren in overeenstemming met het desbetreffende retributiereglement.

Artikel 37 – Aansprakelijkheid - Verzekeringen

De ambulante handelaar is volledig aansprakelijk voor ongevallen waarvan hijzelf, zijn aangestelden, zijn personeel en derden op de markt het slachtoffer worden door toedoen van:

1. de inname van de markt door alle koopwaar, elke installatie, elk voertuig, alle materiaal dat aan hem toebehoort of waarover hij beschikt,
2. de exploitatie van de markt ;

De ambulante handelaar is aansprakelijk tegenover het gemeentebestuur voor de schade die wordt veroorzaakt door een fout of nalatigheid van hemzelf of zijn personeel, aan de wegen, verhoogde bermen, voetpaden, bomen, banken, fontein en of openbare voorzieningen die zich op de standplaats of in de onmiddellijke omgeving van de markt bevinden.

De daders van elke beschadiging van welke aard ook kunnen wettelijk worden vervolgd. De toestemming om koopwaar of om het even welke voorwerpen neer te zetten op en tijdens het houden van de gemeentelijke markten houdt niet in dat ze worden bewaakt en bewaard. De betaling van de standplaatsvergoeding wil niet zeggen dat het gemeentebestuur daar speciaal toezicht

op houdt.

De ambulante handelaars moeten de nodige verzekeringspolissen nemen als dekking voor alle risico's die voortvloeien uit de inname van de standplaats op de markt, en het gebruik dat ervan wordt gemaakt. De polis moet een clause bevatten waarin de contracterende maatschappij erkent te hebben kennisgenomen van dit reglement en zich ertoe verbindt alle eruit voortvloeiende risico's en verplichtingen te waarborgen. De maatschappij verbindt zich ertoe het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node in te lichten over elke wijziging, opschorting, opzegging van de polis en er pas gebruik van te maken 30 dagen na de kennisgeving per aangetekende brief aan het gemeentebestuur. De houder van de standplaats moet het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node een eensluidend verklaard afschrift van de polis bezorgen vóór de inname van de standplaats; de ambtenaar van het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node kan op elk moment vragen om daarvan een kopie voor te leggen.

Artikel 38 – Gemeentepersoneel

Voor de toepassing van dit reglement moeten de houders van een standplaats zich schikken naar de instructies van de personen of ambtenaren die het College heeft aangesteld.

HOOFDSTUK 3. SLOTBEPALINGEN

Artikel 39 – Bevoegdheid van de marktmeester

De marktmeester heeft de bevoegdheid om de documenten te controleren die de toelating en de identiteit aantonen van de personen die een ambulante activiteit uitoefenen.

Hij heeft tevens de meest uitgebreide bevoegdheden om de openbare markt te organiseren in uitvoering van dit reglement of van de beraadslagingen van het College.

Artikel 40 – Belasting op de bezetting van het openbare domein tijdens markten

De belasting om een standplaats op een markt te bezetten is onderworpen aan een bijzonder belastingreglement.

De bezetters van een dergelijke standplaats zijn verplicht om belasting te betalen overeenkomstig dit reglement. De eventuele ambulante handelaar(s) die door het College is/zijn aangewezen om de plaatsing van hun collega's op de markt te waarborgen, zal/zullen genieten van de vrijstelling van plaatsrecht.

Artikel 41 – Inwerkingtreding van dit reglement

Dit reglement wordt verzonden naar de Gewestelijke Overheidsdienst van Brussel – Brussel Economie en Werkgelegenheid (Sint-Lazarusplein 2, 1035 Brussel) binnen de maand die volgt op de goedkeuring ervan en treedt in werking op de vijfde dag die volgt op de

bekendmaking.

Beraadslaagd in openbare zitting te Sint-Joost-Ten-Node, op (datum) Door de Raad :

17.04.2024/A/0004 **Règlement Général de Police; Modifications techniques.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement ses articles 119 et 135;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu la délibération du Conseil communal du 9 septembre 2020 adoptant le Règlement Général de Police de la commune de Saint-Josse-ten-Noode;

Vu la loi du 11 décembre 2023 modifiant la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, la Nouvelle Loi communale et la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que le système des sanctions administratives communales a été conçu afin de lutter plus rapidement et plus efficacement contre les petites incivilités commises sur le territoire des communes ; que celles-ci ne dépendent plus ni des parquets pour poursuite des infractions ni des juridictions répressives pour sanctionner ces petites incivilités;

Considérant que les sanctions administratives ont permis aux communes de réduire le sentiment d'impunité à l'égard de celles et ceux qui troublent l'ordre public;

Que depuis l'adoption de la loi du 24 juin 2013 les sanctions administratives communales ont gagné en importance et en visibilité comme instrument efficace dans la lutte contre les dérangements publics;

Considérant qu'en 2020, un règlement général de police harmonisé est entré en vigueur dans les 19 communes de la Région Bruxelles- Capitale;

Que ce document avait notamment pour objectif de faciliter et de rationaliser le travail des policiers des différentes zones de Police et de faciliter dès lors la lisibilité et la compréhension pour les citoyens qui se déplacent sur le territoire régional;

Considérant que la loi du 11 décembre 2023, entrée en vigueur le 8 janvier 2024, a apporté des modifications techniques à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives qui nécessitent de modifier certains articles du règlement général de police :

- À l'article 3, les modifications suivantes sont apportées :
 - 1° les mots "collège des bourgmestre et échevins" sont remplacés par les mots "Collège des Bourgmestre et Echevins" ;
 - 2° les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ou toute autre réglementation spécifique" sont remplacés par les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, ci-après dénommée "loi SAC", ou toute autre réglementation spécifique".
- À l'article 4, les modifications suivantes sont apportées :
 - 1° dans le paragraphe 1er, 3°, les mots "le retrait administratif" sont remplacés par les mots "l'abrogation administrative" ;
 - 2° dans le paragraphe 2, les mots "350 euros" sont remplacés par les mots "500 euros".
- Aux articles 5 et 6, les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales" sont remplacés par les mots "la loi SAC".

- À l'article 7, les modifications suivantes sont apportées :
 - 1° dans les paragraphes 1er et 2, les mots "la loi du 24 juin 2013" sont remplacés par les mots "la loi SAC" ;
 - 2° dans le paragraphe 2, les mots "médiation locale" sont remplacés par les mots "médiation SAC".
 - À l'article 8, les modifications suivantes sont apportées :
 - 1° dans le paragraphe 1er, les mots "au père, mère, tuteur ou personne ayant la garde du contrevenant mineur" sont remplacés par "à chaque titulaire qui a l'autorité parentale sur le mineur";
 - 2° dans les paragraphes 1ier, 2 et 3, les mots "la loi du 24 juin 2013" sont remplacés par les mots "la loi SAC";
 - 3° dans le paragraphe 2, les mots "médiation locale" sont remplacés par les mots "médiation SAC".
 - À l'article 9, §1er, les mots "de retrait" sont remplacés par les mots "d'abrogation".
 - L'article 120 est remplacé par ce qui suit :
 "Conformément à la loi SAC et sans préjudice des protocoles d'accord conclus entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestres et Échevins, une sanction administrative peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées à l'article 3, 1° et 2° de la loi SAC."
 - L'article 121 est remplacé par ce qui suit :
 "Conformément à la loi SAC et sans préjudice du protocole d'accord conclu entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestres et Échevins, une sanction administrative peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées à l'article 3, 3° selon les modalités déterminées par le Roi."
 - À l'article 122, les mots "la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales" sont remplacés par les mots "la loi SAC".
- Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

Arrête :

Article 1er - Adopter les modifications techniques au Règlement Général de Police de la commune de Saint-Josse-ten-Noode et sa version consolidée tel que repris en annexe à l'arrêté.

Article 2 - Le Règlement entre en vigueur le 1^{er} mai 2024.

Algemeen Politierglement; Technische wijzigingen.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en meer bepaald de artikelen 119 en 135;
 Gelet op de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;
 Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 9 september 2020 die het Algemeen Politierglement van de gemeente Sint-Joost-ten-Node aanneemt;
 Gelet op de Wet van 11 december 2023 tot wijziging van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, van de Nieuwe Gemeentewet en van de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet;
 Overwegende dat het systeem van de gemeentelijke administratieve sancties werd ontworpen om op een snelle en effectieve manier onburgerlijk gedrag gepleegd op het grondgebied van de gemeenten te bestrijden. Deze hangen hierdoor niet langer

af van de parketten voor de vervolging van de inbreuken, noch van de strafrechter voor de bestraffing van onburgerlijk gedrag;

Overwegende dat administratieve sancties de gemeenten in staat hebben gesteld om het gevoel van straffeloosheid ten opzichte van degenen die de openbare orde verstoren te verkleinen;

Dat sinds de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties de gemeentelijke administratieve sancties aan belang en zichtbaarheid hebben gewonnen als effectief instrument in de strijd tegen overlast;

Overwegende dat op 2020, een geharmoniseerde tekst van het politiereglement voor de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in werking is getreden;

Dat dit document tot doel had het werk van de politieagenten van de politiezones te vergemakkelijken en te optimaliseren en de begrijpelijkheid van de concepten te verbeteren voor de burgers die zich op het gewestelijke grondgebied verplaatsen;

Overwegende dat de wet van 11 december 2023, die op 8 januari 2024 in werking getreden is, technische wijzigingen aanbrengt in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, waardoor bepaalde artikelen van het Algemeen Politiereglement moeten worden gewijzigd :

- In artikel 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "college van burgemeester en schepenen" worden vervangen door de woorden "College van Burgemeester en Schepenen";

2° de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties of elke andere specifieke reglementering" worden vervangen door de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, hierna de "GAS-wet" genoemd, of elke andere specifieke reglementering".

- In artikel 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 3°, worden de woorden "administratieve intrekking" vervangen door de woorden "administratieve opheffing";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "350 euro" vervangen door de woorden "500 euro".

- In de artikelen 5 en 6 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties" vervangen door de woorden "de GAS-wet".

- In artikel 7 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 en 2 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013" vervangen door de woorden "de GAS-wet";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "lokale bemiddeling" vervangen door de woorden "GAS-bemiddeling".

- In artikel 8 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "aan de vader, moeder, voogd of de persoon die de hoede heeft over de minderjarige overtreder" vervangen door "aan elke houder die het ouderlijk gezag over de minderjarige uitoefent";

2° in paragraaf 1, 2 en 3 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013" vervangen door de woorden "de GAS-wet";

3° in paragraaf 2 worden de woorden "lokale bemiddeling" vervangen door de woorden "GAS-bemiddeling".

- In artikel 9, §1, worden de woorden "intrekking" vervangen door de woorden "opheffing".

- Artikel 120 wordt vervangen door het volgende :

"Overeenkomstig de GAS-wet en onverminderd de protocolakkoorden gesloten tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen, kan de Sanctionerende ambtenaar een administratieve sanctie opleggen voor de overtredingen bedoeld in artikel 3, 1° en 2°, van de GAS-wet".

- Artikel 121 wordt vervangen door het volgende :

"Overeenkomstig de GAS-wet en onverminderd het protocolakkoord tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen, kan de Sanctionerende ambtenaar een administratieve sanctie opleggen voor de overtredingen bedoeld in artikel 3, 3°, volgens de modaliteiten vastgesteld door de Koning".

- In artikel 122 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de

gemeentelijke administratieve sancties" vervangen door de woorden "de GAS-wet".
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Besluit :

Artikel 1 – De technische wijzigingen aan het Algemeen Politiereglement van de gemeente Sint-Joost-ten-Node en haar geconsolideerde versie, zoals hernomen in bijlage bij het besluit aan te nemen.

Artikel 2 – Het Reglement zal op 1 mei 2024 in werking treden.

17.04.2024/A/0005 **Règlement relatif aux conditions d'affichage sur les panneaux électoraux et de la publicité électorale afférentes aux élections régionales, fédérales et européennes du 9 juin 2024.**

Le Conseil,

Vu le code électoral ;

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 112,123, 1^o et 135, §2 ;

Vu la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie modifiée par les lois des 15 février 1993, 12 avril 1994, 7 mai 1999, 20 janvier 2003 et 23 janvier 2003;

Vu la loi du 23 mars 1995, modifiée par la loi du 7 mai 1999 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre Mondiale;

Vu la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales;

Vu le Règlement général de police ;

Vu le Règlement taxe en matière de propreté publique ;

Vu les arrêtés du Gouverneur de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale pris à l'occasion de chaque élection;

Considérant que cette compétence a été transférée au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté ministériel du 22 février 2019 du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires supérieures ;

Considérant que, complémentairement aux dispositions contenues dans les arrêtés du Ministre-Président, il appartient aux Communes de garantir à leurs habitants le maintien de l'ordre public notamment dans les rues, lieux et édifices publics;

Considérant que pour assurer la salubrité, la tranquillité et la sécurité publiques pendant les campagnes électorales, il importe de prendre diverses mesures en vue de réglementer l'affichage électoral sur la voie publique;

Considérant qu'il importe de prévenir et d'interdire l'affichage sauvage, lequel entraîne, outre une dégradation des biens publics, un risque important de trouble à l'ordre public;

Qu'en effet, des cas de violence entre colleurs ont été constatés lors d'élections précédentes;

Que, pour pallier à cette éventualité, le collage des affiches sera assuré par le personnel communal ou toute personne désignée à cette fin par le Collège des Bourgmestre et Échevins;

Considérant que chacune des listes régulièrement déposées au bureau principal en vue des prochaines élections régionales, fédérales et européennes du 9 juin 2024 présentera à l'électeur ses candidats au travers d'espaces mis à disposition par les services communaux ;

Considérant que l'espace y afférent disponible est limité et doit être utilisé de manière rationnelle et proportionnée ;

Sur proposition du Service des affaires électorales ;

Décide d'adopter le règlement relatif aux conditions d'affichage électoral sur les panneaux électoraux communaux dont le texte suit :

Article 1 : Objet du règlement

Le présent règlement porte sur les dispositions prises par l'Administration communale en matière d'affichage électoral, et vient compléter les dispositions du « Règlement général de Police ».

Article 2 : Définitions

Par période électorale, il convient d'entendre la période décrite à l'article 4 de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, et ce quel que soit le niveau de pouvoir considéré.

Par publicité électorale, il convient d'entendre toute forme d'expression ayant pour objet la propagande au nom de candidats, de liste de candidats ou de partis auxdites élections.

Par affichage électoral, il convient d'entendre l'apposition sur des supports fixes ou mobiles, de documents ou autre indication, sous toute forme généralement quelconque, concrétisant la publicité électorale.

Article 3 : Dispositions concernant l'affichage électoral

a) Principes:

L'affichage électoral est interdit sur la voie publique à l'exception des panneaux prévus à cet effet par l'autorité communale. Ceux-ci sont mis en place au plus tard 20 (vingt) jours avant le scrutin.

L'affichage sera effectué par le personnel communal ou par toute personne désignée à cette fin par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Il ne pourra en aucun cas et, ce pour quelque raison que ce soit, être effectué directement par des personnes agissant pour les représentants des listes en présence, ni par une quelconque personne étrangère au personnel communal.

b) Zones réservées à l'affichage électoral

Huit sites publics seront mis à disposition des listes valablement inscrites en vue des prochaines élections régionales, fédérales et européennes.

Chaque site comportera dix panneaux.

La mise à disposition de ces panneaux étant réalisée pour cause d'utilité publique, les particuliers devront supporter leur éventuel ancrage temporaire sur une partie ou la totalité de leur bien immobilier. Le cas échéant, un état des lieux sera réalisé avant le placement et le retrait des panneaux visés. A défaut pour le particulier de répondre favorablement à l'invitation pour la réalisation de ces états, ceux-ci seront réalisés unilatéralement par la Commune et lui seront opposables.

L'espace d'affichage sur les panneaux électoraux communaux est réparti de la manière suivante :

-80 % au profit des partis politiques actuellement représentés au sein du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. Parmi ces 80 %, 80 % sont attribués, en parts égales, aux partis du groupe linguistique francophone et 20 % le sont, en parts égales, aux partis du groupe linguistique néerlandophone ;

-20 %, en parts égales, au profit des partis politiques qui ne sont pas actuellement représentés au sein du Parlement de la Région de Bruxelles - Capitale.

Au cas où différentes listes sont regroupées au travers d'une déclaration de groupement de listes valablement déposée au Président du bureau régional, la répartition visée dans le présent paragraphe est adaptée proportionnellement, en tenant compte de leur appartenance linguistique et de leur représentation ou non au sein du

Parlement de la Région de Bruxelles - Capitale.

Toute affiche dont le contenu est en infraction avec des lois des 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, modifiée par les lois des 15 février 1993, 12 avril 1994, 7 mai 1999, 20 janvier 2003 et 23 janvier 2003 et 23 mars 1995, modifiée par la loi du 7 mai 1999 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre Mondiale ne sera pas apposée.

En outre, toute affiche dont le contenu est en contradiction avec une quelconque norme légale ne sera pas apposée par les services communaux.

c) Dispositif empêchant le surcollage :

Un dispositif sous forme de grillage sera prévu afin d'empêcher le surcollage.

d) Opérations de collage :

Chaque liste ou groupement de listes désireuse de voir ses affiches apposées sur les panneaux communaux désignera un(e) représentant(e) valablement mandaté(e) pour déposer les affiches au sein du Service des Affaires Électorales (guichet du service de la Population), au 13, avenue de l'Astronomie à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, aux horaires habituels d'ouverture de l'administration, soit du lundi au vendredi de 8h30 à 13h et le mardi après-midi de 16h à 8h30, et ce à dater du mardi 23 avril 2024 jusqu'au vendredi 3 mai 2024, au plus tard.

L'espace sera attribué entre les différentes listes par les services communaux suivant les modalités reprises à l'article 3 b) du présent règlement.

Chaque liste ou groupement de listes pourra joindre lors du dépôt de ses affiches un schéma succinct de la disposition souhaitée de celles-ci dans leur espace. A défaut, les affiches seront disposées de manière aléatoire par les services communaux dans l'espace qui leur a été attribué par ces services.

Tout litige est de la compétence exclusive du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Conformément à ce qui est énoncé aux points a) et b) ci-avant, l'apposition de ces affiches se fera par le personnel communal ou par toute autre personne désignée à cette fin par le Collège des Bourgmestre et Échevins, sur les panneaux réservés à cet usage et dans les zones respectivement attribuées à chaque liste ou groupement de listes. Les représentant(e)s de chaque liste ou groupement de listes peuvent demander une fois par semaine et moyennant justification un nouvel affichage pendant la période couverte par le présent règlement.

L'apposition des affiches se fera sur le territoire communal aux endroits suivants :

1. Place Rogier - garde-corps de la rampe d'accès au parking souterrain (panneaux à deux faces)
2. Croisement rue de la Rivière et rue Verte (panneaux à face unique)
3. Rue Verbist (panneaux à face unique)
4. Place Houwaert (panneaux à deux faces)
5. Rue des Moissons (panneaux à deux faces)
6. Square Victor Regina (panneaux à deux faces)
7. Place Saint-Josse (panneau à deux faces)
8. 12, avenue de l'Astronomie (panneaux à face unique)

Chaque panneau dispose d'une surface nette d'affichage de 238 cm x 116 cm.

Les services communaux ne seront chargés de remettre, dans la mesure du possible, des affiches neuves à la place de celles qui auront été endommagées que si le ou la représentant(e) de la liste ou du groupement de listes dont l'affiche aura été arrachée en a fait part aux services communaux via le Service des Affaires Électorales et pour autant qu'un nombre suffisant d'affiches ait été déposé pour pourvoir, le cas échéant, à leur remplacement.

Aucune réclamation ne sera admise si les affiches n'ont pas été transmises dans les délais impartis aux services communaux.

e) Diffusion et respect du présent règlement :

Sans préjudice des dispositions relatives à l'affichage visées à l'article 112 de la Nouvelle Loi Communale, un exemplaire du présent règlement sera remis au représentant de chaque liste ou groupement de listes lors du dépôt des affiches dont question, lequel s'engage, au nom de la liste ou du groupement de listes qu'il représente et des candidats qui y figurent, à respecter strictement le présent règlement.

Article 4 : Sanctions

Les panneaux électoraux ou dispositifs visés aux articles 2 et 3 sont assimilés à du mobilier urbain. A ce titre, tant le Code pénal et les lois pénales particulières que le Règlement général de Police seront d'application en cas de détérioration, notamment par le surcollage d'affiches ou l'ajout d'inscriptions.

Toute affiche apposée en violation de l'article 3 du présent règlement sera enlevée par le personnel communal aux frais des contrevenants et, à défaut, des candidats représentés sur les affiches ou les partis mentionnés sur celles-ci, ou, encore, des éditeurs responsables, et ce sans préjudice de l'application du Règlement général de Police ou du Règlement taxe en matière de propreté publique.

Article 5 : Des bureaux de vote

Est interdite, le jour des élections, toute publicité électorale à l'intérieur des bâtiments dans lesquels se trouvent les bureaux de vote et dans un rayon de 100m autour desdits bâtiments.

Article 6 : Dispositions finales

Le présent règlement abroge toutes les dispositions réglementaires précédentes en ce qui concerne l'affichage sur les panneaux électoraux et rentrera en vigueur le cinquième jour à compter de sa publication.

Règlement betreffende de verkiezingsaanplakking - Regionale, Fédérale en Europese verkiezingen van 9 juni 2024

De Raad,

Gelet op het kieswetboek;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 112, 123 1° en 135, §2;
Gelet op de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, gewijzigd door de wetten van 15 februari 1993, 12 april 1994, 7 mei 1999, 20 januari 2003 en 23 januari 2003;

Gelet op de wet van 23 maart 1995, zoals gewijzigd bij de wet van 7 mei 1999 tot bestraffing van de ontkenning, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

Gelet op de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven;

Gelet op het Algemeen Politierèglement;

Gelet op de Belastingreglement inzake openbare netheid;

Gelet op de besluite van de Gouverneur van het Administratief Arrondissement Brussel-Hoofdstad, genomen ter gelegenheid van iedere verkiezing;

Overwegende dat deze bevoegdheid is overgedragen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien het ministerieel besluit van 22 februari 2019 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Onverminderd de wettelijke bepalingen en hogere reglementeringen;

Overwegende dat, aanvullend op de bepalingen vermeld in de besluiten van de

Minister-President, het aan de Gemeenten is om hun inwoners de handhaving te garanderen van de openbare orde met name in de straten, openbare plaatsen en gebouwen;

Overwegende dat om de openbare hygiëne, rust en veiligheid te ver tijdens de, verkiezingscampagnes, diverse maatregelen dienen te worden genomen teneinde de aanplakking van verkiezingsaffiches op de openbare weg te reglementeren;

Overwegende dat het van belangrijk is om wildplakken te voorkomen en te verbieden, aangezien deze, naast een beschadiging van de openbare goederen, een groot risico inhoudt op verstoring van de openbare orde;

Dat er bij vorige verkiezingen immers gevallen van geweld werden vastgesteld tussen aanplakkers;

Dat om deze gevallen te vermijden het aanplakken van de affiches zal worden verzekerd door het gemeentepersoneel of iedere andere persoon die hiertoe wordt aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat elk van de regelmatig neergelegde lijsten op het hoofdkantoor met het oog op de komende gelijktijdige regionale, federale en Europese verkiezingen op 9 juni 2024, aan de kiezer zijn kandidaten zal voorstellen door ruimten ter beschikking gesteld door de gemeentelijke diensten;

Overwegende dat de hiervoor beschikbare ruimte beperkt is en rationele en geproportioneerd dient gebruikt te worden;

Op voorstel van de Dienst kieszaken;

Om het reglement goed te keuren houdende de bepalingen inzake aanplakking van verkiezingsaffiches op verkiezingsborden waarvan de tekst luidt als volgt:

Artikel 1: Voorwerp van het reglement

Dit reglement heeft betrekking op de bepalingen vastgesteld door het gemeentebestuur inzake aanplakking van verkiezingsaffiches als aanvulling op het "Algemeen Politierglement".

Artikel 2: Definities

Onder verkiezingsperiode dient te worden verstaan, de periode beschreven in artikel 4 van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, het betreffende machtsniveau;

Onder verkiezingsreclame dient te worden verstaan, iedere vorm van uitdrukking die propaganda in naam van kandidaten, kandidatenlijsten of partijen bij de verkiezingen als voorwerp heeft;

Onder verkiezingsaanplakking dient te worden verstaan, het aanbrengen op vaste of mobiele dragers van documenten of andere installaties, onder gelijk welke vorm, waardoor de verkiezingsreclame geconcretiseerd wordt.

Artikel 3: Bepalingen met betrekking tot verkiezingsborden

a) Principes:

De verkiezingsaanplakking is verboden op de openbare weg met uitzondering van de daartoe door de gemeentelijke overheid voorziene panelen. Deze worden geplaatst ten laatste 20 (twintig) dagen voor de verkiezingen.

De aanplakking zal worden uitgevoerd door het gemeentepersoneel of door iedere persoon die hiertoe wordt aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen. Deze zal in geen geval, en om geen enkele reden dan ook, rechtstreeks mogen worden uitgevoerd door personen die handelen voor de vertegenwoordigers van de lijsten noch door gelijk welke andere persoon dan het gemeentepersoneel.

b) Zones voorbehouden voor aanplakking van verkiezingsaffiches :

Acht openbare sites zullen ter beschikking worden gesteld voor de geldig ingeschreven lijsten met het oog op de volgende gelijktijdige Regionale verkiezingen, Federal en Europese van 9 juni 2024.

Iedere site zal uit tien panelen bestaan.

Aangezien de terbeschikkingstelling van deze panelen ten openbare nutte wordt

gerealiseerd, zullen particulieren hun eventuele tijdelijke bevestiging moeten dragen op een gedeelte of op de totaliteit van hun onroerend goed. Desgevallend zal een plaatsbeschrijving worden opgemaakt vóór de plaatsing en de verwijdering van de beoogde panelen. Bij gebreke van gunstig antwoord door de particulier op de uitnodiging voor de uitvoering van deze plaatsbeschrijvingen, zullen deze eenzijdig worden uitgevoerd door de Gemeente en aan hem worden opgelegd.

De aanplakruimte op de gemeentelijke verkiezingsborden zal worden verdeeld als volgt :

-80 % ten gunste van de politieke partijen die momenteel worden vertegenwoordigd in het Brussels

Hoofdstedelijk Parlement. Van deze 80 % zal 80 % in gelijke delen worden toegekend aan de partijen van de Franstalige taalrol en 20 % aan de partijen van de Nederlandstalige taalrol ;

-20 % in gelijke delen ten gunste van de politieke partijen die momenteel niet worden vertegenwoordigd in het Brussels Hoofdstedelijk Parlement;

In geval dat verschillende lijsten worden gegroepeerd door een verklaring van groepering van lijsten geldig neergelegd bij de Voorzitter van het gewestelijk bureau, wordt de verdeling bedoeld in deze paragraaf proportioneel aangepast, rekening houdende met de taalrol waartoe ze behoren en met het feit of ze al dan niet worden vertegenwoordigd in het Brussels Hoofdstedelijk Parlement;

Iedere affiche waarvan de inhoud in overtreding is met de wetten van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, gewijzigd door de wetten van 15 februari 1993, 12 april 1994, 7 mei 1999, 20 januari 2003 en 23 januari 2003 en 23 maart 1995, gewijzigd door de wet van 7 mei 1999 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, zal niet worden aangeplakt.

Bovendien zal iedere affiche waarvan de inhoud in tegenspraak is met gelijk welke wettelijke norm niet worden aangeplakt door de gemeentediensten.

c) Voorziening die overplakking verhindert :

Er zal een voorziening in de vorm van een traliewerk worden geplaatst teneinde overplakking te verhinderen.

d) Aanplakkingshandelingen :

Iedere lijst of groepering van lijsten die zijn affiches aangeplakt wensen te zien op de gemeentelijke verkiezingsborden zullen één enkele vertegenwoordiger/ster, door de lijsttrekker rechtsgeldig gemandateerd, aanduiden om deze affiches af te geven op de Dienst Kieszaken, Sterrenkundelaan 13 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, tijdens de gebruikelijke openingsuren van het gemeentebestuur, zijnde van maandag tot vrijdag van 8u30 tot 13u en op dinsdagnamiddag van 16u tot 18u30, en dit vanaf dinsdag 23 april 2024 tot ten laatste vrijdag 3 mei 2024.

De ruimte zal worden toegekend tussen de verschillende lijsten door de gemeentediensten volgens de modaliteiten vermeld in artikel 3 b) van dit reglement.

Iedere lijst of groepering van lijsten zal bij de neerlegging van zijn affiches een beknopt schema kunnen voegen van de gewenste plaatsing ervan binnen hun ruimte. Bij gebreke hiervan zullen de affiches willekeurig worden geplaatst door de gemeentediensten binnen de ruimte die eraan werd toegekend door deze diensten.

Elke betwisting behoort tot de exclusieve bevoegdheid van het College van Burgemeester en Schepenen.

Overeenkomstig hetgeen werd vermeld in de bovenstaande punten a) en b) zal de aanplakking van deze affiches worden uitgevoerd door het gemeentepersoneel of door iedere andere persoon die hiertoe werd aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen, op de borden die worden voorbehouden voor dit gebruik en in de respectievelijk toegekende zones voor iedere lijst of groepering van lijsten. De vertegenwoordigers van iedere lijst of groepering van lijsten kunnen één maal per week en mits verantwoording een nieuwe aanplakking vragen gedurende de periode gedekt door dit reglement.

De aanplakking van de affiches zal worden uitgevoerd op het gemeentelijk grondgebied op de volgende plaatsen:

1. Rogierplein - reling van de toegangshelling tot de ondergrondse parking (dubbelzijdig paneel)
2. Kruispunt Rivierstraat en Groenstraat (enkelzijdig paneel)

3. Verbiststraat (enkelzijdig paneel)
4. Houwaertplein (dubbelzijdig paneel)
5. Oogststraat (dubbelzijdig paneel)
6. Victor Regina square (dubbelzijdig paneel)
7. Sint-Joostplein (dubbelzijdig paneel)
8. Sterrenkundelaan 12 (enkelzijdig paneel)

Ieder paneel beschikt over een netto aanplakoppervlakte van 238 cm x 116 cm.

De gemeentelijke diensten zullen enkel belast worden met het plaatsen van nieuwe affiches binnen de mate van het mogelijke in de plaats van de beschadigde indien de vertegenwoordiger(-ster) van de lijst of van de groepering van lijsten waarvan de affiche werd afgescheurd dit gemeld heeft aan de gemeentelijke diensten via de dienst Kieszaken en voor zover een voldoende aantal affiches werd afgegeven om desgevallend te kunnen overgaan tot vervanging.

Gene enkele klacht zal aanvaard worden als de affiches niet afgegeven werden binnen de aangegeven termijn aan de gemeentelijke diensten.

e) Verspreiding en naleving van dit reglement :

Onverminderd de bepalingen betreffende de aanplakking bedoeld in artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet, zal een exemplaar van dit reglement worden overhandigd aan de vertegenwoordiger van iedere lijst of groepering van lijsten bij de neerlegging van de betreffende affiches, die zich ertoe verbindt, in naam van de lijst of de groepering van lijsten die hij vertegenwoordigt en van de kandidaten die er deel van uitmaken, om dit reglement strikt na te leven.

Artikel 4 : Sancties

De verkiezingsborden- of panelen bedoeld in artikelen 2 en 3 zijn gelijkgesteld met stadsmeubilair. Hiertoe zullen zowel het Strafwetboek en het bijzonder strafrecht als het Algemeen Politierglement van toepassing zijn in geval van beschadiging, met name door overplakking van affiches of toevoeging van opschriften.

Iedere affiche die wordt aangeplakt in overtreding met artikel 3 van dit reglement zal worden verwijderd door het gemeentepersoneel op kosten van de overtredders en, bij gebreke, van de kandidaten vertegenwoordigd op de affiches of de partijen die hierop vermeld staan of de verantwoordelijke uitgevers, en dit onverminderd de toepassing van het Algemeen Politierglement of van het Belastingreglement inzake openbare netheid.

Artikel 5 : Stembureau's

Verboden, de dag van de verkiezingen, iedere verkiezingsreclame binnen in de gebouwen waar de stembureaus zich bevinden en binnen een straal van 100m rond deze gebouwen.

Artikel 6 : Slotbepalingen

Dit reglement heft alle vorige reglementaire bepalingen op voor wat betreft de aanplakking op verkiezingsborden en zal in werking treden vanaf de vijfde dag na de bekendmaking ervan.

17.04.2024/A/0006

Propriétés communales: location d'un rez-de-chaussée commercial sis rue Verte, 51 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode- report du 27/03/2024

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117;

Considérant le bien sis rue Verte 51 e/c est un ancien café vide d'occupation;

Considérant que la location pour cause d'utilité publique d'un tel bien serait intéressante dans le cadre de la revitalisation du Quartier Nord, permettant ainsi à l'autorité publique d'augmenter sa présence dans le quartier, identifié comme précarisé;

Considérant que le propriétaire actuel est disposé à louer le bien pour un loyer de 1.250,00€ par mois;

Considérant que la commune doit supporter toutes les charges afférentes à la location;
Considérant qu'il est prévu d'aménager le rez-de-chaussée afin d'abriter les gardiens de la paix et/ou le mettre à disposition des association œuvrant dans le quartier;
Considérant que le STIC de la Mission locale est en charge de la mise en conformité du bien;

Décide:

- De prendre en location pour cause d'utilité publique d'un bien comportant un rez-de-chaussée commercial + des caves sis rue Verte, 51 e/c;
- De s'acquitter d'un loyer de 1.250,00€ par mois et de soumettre le loyer précité à l'indexation, conformément aux contrats à la loi relative aux contrats de louage de biens immeubles;
- De signer un bail d'une durée de 12 ans à partir du 1er janvier 2024;
- De constituer une garantie locative à hauteur de 2 mois de loyer (2.500,00€);
- De faire enregistrer le bail;
- D'imputer la dépense sur l'article budgétaire 9220/126-01 - exercice 2024.

Verhuur Patrimonium: Verhuur van een gelijkvloers gelegen Vertestraat 51 te 1210 Sint-Joost-ten-Node- uitstel van 27/03/2024

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Overwegende dat het goed gelegen Groenstraat 51 e/c een voormalig café is dat leegstaat ;

Overwegende dat de huur van een dergelijk goed voor openbaar nut interessant zou zijn in het kader van de heropleving van de Noordwijk, waardoor de overheid haar aanwezigheid in de wijk, die als kwetsbaar wordt gekenmerkt, zou kunnen verhogen ;

Overwegende dat de huidige eigenaar bereid is het goed te verhuren voor 1.250,00 € per maand ;

Overwegende dat de gemeente alle huurkosten voor haar rekening moet nemen ;

Overwegende dat wordt voorzien om de benedenverdieping in te richten om er de gemeenschapswachten onder te brengen en/of deze ter beschikking te stellen van verenigingen die actief zijn in de wijk ;

Overwegende dat de STIC van de Lokale werkwinkel verantwoordelijk is voor het in conformiteit brengen van het goed ;

Besluit:

- Over te gaan tot het huren voor openbaar nut van een goed bestaande uit een handelsgelijkvloers + kelders gelegen Groenstraat 51 e/c ;
- Een huurprijs van 1.250,00 € per maand te betalen en deze huurprijs te onderwerpen aan indexering, overeenkomstig de wet betreffende de huur van onroerende goederen ;
- Een huurovereenkomst voor 12 jaar te ondertekenen die ingaat op 1 januari 2024 ;
- Een huurwaarborg te verstrekken van 2 maanden huur (2.500,00€) ;
- De huurovereenkomst te registreren ;
- De uitgave te boeken op begrotingsartikel 9220/126-01 - dienstjaar 2024.

Le Conseil communal,

Vu la création d'un Conseil consultatif communal de la personne en situation de handicap (CCCPSH), en séance du Conseil Communal du 14/09/22 ;

Vu la désignation des représentants de la commune au Conseil Consultatif Communal de la personne en situation de handicap en séance du Conseil Communal du 14/09/22 ;

Considérant l'art. 18 du règlement d'ordre intérieur du CCCPSH prévoyant que « Tous les ans, au cours du premier trimestre, le/la Secrétaire établit le rapport général d'activités du Conseil consultatif sur l'année écoulée. Celui-ci est transmis pour information au Conseil communal par le Collège des Bourgmestre et Échevins » ;

Considérant la mise en place du Conseil Consultatif en 2022 où durant l'année chaque membre a pu émettre ses souhaits en terme de réalisation de projets ;

Considérant que l'année 2023 a été consacrée à des actions concrètes ;

Considérant que sous la supervision des membres, le CCCPSH s'est réuni à quatre reprises durant l'année 2023 ;

Décide :

- de prendre acte du rapport général d'activité 2023 du Conseil Consultatif Communal de la personne en situation de handicap se trouvant en annexe,
- de prendre acte des recommandations émises par le conseil consultatif pour l'année 2023.

GAPH - Jaarverslag

De Gemeenteraad,

Gelet op de oprichting van een Gemeentelijke Adviesraad voor personen met een handicap tijdens de Gemeenteraad van 14/09/22 ;

Gelet op de benoeming van de vertegenwoordigers van de gemeente in de Gemeentelijke Adviesraad voor personen met een handicap in zitting van de Gemeenteraad van 14/09/22 ;

Overwegende art. 18 van het huishoudelijk reglement van de Gemeentelijke Adviesraad voor personen met een handicap, dat bepaalt: "Elk jaar, in de loop van het eerste trimester, stelt de Secretaris/-esse een algemeen verslag op over de activiteiten van de Adviesraad tijdens het afgelopen jaar. Dit verslag wordt door het College van Burgemeester en Schepenen ter informatie naar de Gemeenteraad gestuurd" ;

Overwegende de oprichting van de Adviesraad in 2022 waarbij gedurende dat jaar elk lid zijn of haar wensen kon uiten wat betreft het uitvoeren van projecten ;

Overwegende dat het jaar 2023 werd besteed aan concrete acties ;

Overwegende dat, onder toezicht van zijn leden, de GAPH in de loop van 2023 vier keer bijeen is gekomen ;

Beslist ;

- akte te nemen van het algemeen activiteitenverslag 2023 van de Gemeentelijke Adviesraad voor personen met een handicap, dat werd opgenomen in bijlage,
- akte te nemen van de aanbevelingen uitgebracht door de Adviesraad voor het jaar 2023.

17.04.2024/A/0008 **Musée Charlier; Donation de Mme De Heinzelin de trois portraits en peinture à l'huile sur toile peint par l'artiste Kurt Peiser.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 231 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu les articles 9 et 13 de l'ordonnance du 14 mai 1998, art. 9 et 13, de la Région Bruxelloise ;

Vu le souhait de Mme M. de Heinzelin, demeurant 103 Avenue de Brocqueville, 1200 Bruxelles, de faire don de trois peintures à l'huile sur toile de l'artiste Kurt Peiser (1887-1962), mentionnées ci-après :

- *Portrait de Jean de Heinzelin*, peinture à l'huile sur toile marouflée sur bois contreplaqué, signé et daté 1942, format 38 cm h x 30 cm l, format encadré 49 cm h x 41 cm l x 5 cm p
- *Portrait d'Albert de Heinzelin*, peinture à l'huile sur toile marouflée sur bois contreplaqué, signé et daté 1943, format 37 cm h x 29 cm l, format encadré 48 cm h x 41 cm l x 5 cm p
- *Portrait d'Aline de Heinzelin – Brison*, peinture à l'huile sur toile marouflée sur bois contreplaqué, signé et daté 1946, format 41 cm h x 31 cm l, format encadré 52 cm h x 42 cm l x 5 cm p

Vu la valeur globale d'assurances estimée, par les services du Musée, à 1700 € ;

Considérant qu'il convient au conseil communal d'accepter formellement la donation;

Décide :

1. d'accepter formellement la donation à la Commune de trois peintures à l'huile sur toile de l'artiste Kurt Peiser, notamment le Portrait de Jean de Heinzelin, le Portrait d'Albert Heinzelin et le Portrait d'Aline de Heinzelin-Brison, tous signé et daté par l'artiste.
2. d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à signer tous les documents s'y rapportant.

Charliermuseum; Handgift door Mevr. De Heinzelin van drie olieverfportretten geschilderd door kunstenaar Kurt Peiser.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 231 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op artikels 9 en 13 van de ordonnantie van 14 mei 1998 van het Brussels Gewest;

Gelet op de wens van mevr. M. de Heinzelin, woonachtig Avenue de Broqueville 103 bus 9 te 1200 Brussel, om drie olieverfschilderijen van Kurt Peiser (1887-1962) als handgift te schenken :

- *Portret van Jean de Heinzelin*, olieverf op doek gemaroufleerd op plaatmateriaal, gesigneerd en gedateerd 1942, formaat 38 cm h x 30 cm b, met lijst 49 cm h x 41 cm b x 5 cm
- *Portret van Albert de Heinzelin*, olieverf op doek gemaroufleerd op

plaatmateriaal, gesigneerd en gedateerd 1943, formaat 37 cm h x 29 cm b, met lijst 48 cm h x 41 cm b x 5 cm d

- *Portret van Aline de Heinzelin – Brison*, olieverf op doek gemaroufleerd op plaatmateriaal, gesigneerd en gedateerd 1946, formaat 41 cm h x 31 cm b, et lijst 52 cm h x 42 cm b x 5 cm d.

Gelet op de totale verzekeringswaarde, door de diensten van het Museum, op 1700 € geschat ;

Overwegende dat het aan de gemeenteraad toekomt om de schenking formeel te aanvaarden;

Beslist:

1. formeel de schenking van drie olieverfschilderijen van kunstenaar Kurt Peiser goed te keuren meerbepaald het *Portret van Jean de Heinzelin*, *Portret van Albert de Heinzelin* en *Portret van Aline de Heinzelin – Brison* , alle gesigneerd en gedateerd door de kunstenaar
2. het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen alle hiermee verband houdende documenten te ondertekenen.

17.04.2024/A/0009 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1^oa de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions versées au dossier.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1^oa van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de gevoegde beslissingen.

17.04.2024/A/0010 **Décisions relatives à l'article 249 de la Nouvelle loi communale; prise de connaissance et admission des dépenses.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil prend connaissance des décisions ci-après et décide d'approuver les dépenses :

#014/09.04.2024/B/0102# - Parking Scailquin: maintenance et mise en marche du système de gestion du parking ; application de l'article 249 §1 al.2 de la Nouvelle Loi communale - Approbation des conditions et de l'attribution – Application de l'article 234 §3 et 236.

#014/09.04.2024/B/0111# - Marché de travaux de remplacement de la chaudière à la salle de sport Guy Cudell ; approbation de l'attribution ; Application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale.

Beslissingen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet; kennisname en goedkeuring van de uitgaven.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad neemt kennis van de hieronder beslissingen en keurt de uitgaven ervan goed :

#014/09.04.2024/B/0102# - Parking Scailquin: onderhoud en opstart van het parkeerbeheersysteem; toepassing van artikel 249 §1 al.2 van de Nieuwe Gemeentewet - Goedkeuring van de voorwaarden en de gunning – Toepassing van artikel 234 §3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/09.04.2024/B/0111# - Opdracht voor de vervanging van de verwarmingsketel in de Guy Cudell sporthal ; goedkeuring van de toewijzing ; Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

17.04.2024/A/0011 **Marché Nord...Le fruit de la résilience ; Interpellation introduite par M. Hassan Marso, Conseiller communal. (Complémentaire)**

17.04.2024/A/0012 **Le nettoyage et le curage des avaloirs ; Interpellation introduite par M. Yves Bassambi, Conseiller communal. (Complémentaire)**

17.04.2024/A/0013 **Traquer les ordures, ils en font le serment. Sauf à Saint Josse ? ; Interpellation introduite par M. Pascal Lemaire, Conseiller communal. (Complémentaire)**

17.04.2024/A/0014 **Au nom de la loi je vous arrête : résultats juridiques de la commune de Saint Josse ; Interpellation introduite par M. Pascal Lemaire, Conseiller communal. (Complémentaire)**